

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATIONM. HERTLING ET M. CZERNIN
sur la question polonaise

Le comte Hertling, chancelier d'Empire allemand, et le comte Czernin, ministre des affaires étrangères austro-hongrois, ont prononcé le 24 janvier dernier deux grands discours-programmes. Tous les deux ont parlé de la question polonaise.

Le comte Hertling, répondant devant la grande commission du Reichstag à l'article 13 du programme de paix du président Wilson, a dit notamment :

Ce n'est pas l'Entente, qui n'eut jamais pour la Pologne que des paroles creuses et avant la guerre n'intervint jamais en sa faveur auprès de la Russie, mais c'est l'empire allemand avec l'Autriche-Hongrie qui ont libéré la Pologne du régime tsariste qui opprimait son caractère national. Qu'on veuille donc aussi laisser à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie et à la Pologne le soin de se mettre d'accord sur la forme future de ce pays, comme le prouvent les négociations et les communications de l'année dernière. Nous sommes entièrement sur la voie pour y arriver.

Le comte Czernin, en parlant devant la commission des affaires étrangères de la délégation autrichienne, est revenu à deux reprises sur la question polonaise. Dans la partie de son discours consacrée aux négociations de Brzesc-Litewski, le ministre austro-hongrois des affaires étrangères a dit :

En ce qui concerne la Pologne, dont les frontières ne sont d'ailleurs pas encore exactement fixées, nous ne voulons rien du tout du nouvel Etat.

La population de la Pologne doit, librement et sans être influencée, choisir son sort. Je n'attache pour ma part aucune importance particulière à la façon dont elle émettra son vote à ce sujet, mais il me plaira d'autant plus qu'il sera le reflet le plus exact de la volonté de la majorité du peuple, car je ne veux de la Pologne qu'une libre décision.

Je ne vois dans le désir de la Pologne qu'une garantie d'harmonie durable, et je suis irrévocablement d'avis que la question polonaise ne doit pas retarder la paix d'un jour. Si, après la paix, la Pologne veut venir à nous, nous l'accueillerons volontiers. La question polonaise ne peut pas mettre la paix en danger, et elle ne la mettra pas.

Le gouvernement autrichien aurait volontiers vu la Pologne participer aux négociations de paix, car la Pologne est un Etat indépendant ; mais, comme le gouvernement russe ne reconnaît pas le gouvernement polonais actuel comme qualifié pour parler au nom de son pays, nous n'avons pas insisté pour ne pas faire naître un conflit.

La question est certainement importante, mais il est certainement plus important encore d'écarter les difficultés susceptibles de retarder la conclusion des négociations.

Dans la seconde partie de son exposé, répondant à l'art. 13 du président Wilson, le comte Czernin a déclaré :

Nous sommes aussi partisans de l'érection d'un Etat indépendant polonais, qui devrait englober tous les territoires dont les populations sont indiscutablement polonaises. Sur ce point aussi, nous nous entendrions, je crois, vite avec M. Wilson.

A la première lecture de ces paroles on a l'impression qu'il y a des différences essentielles entre les déclarations des deux hommes d'Etat. Et pourtant la seule différence est que le comte Hertling a dit à M. Wilson : « Cette affaire ne regarde que nous seuls ; laissez-nous faire » ; tandis que le comte Czernin, vu que l'Autriche n'est pas encore en lutte avec les Etats-Unis et qu'elle désire impérieusement la paix, est plus conciliant : « Nous nous entendrions vite » — a-t-il dit.

Mais, sur quelle base cette entente se ferait-elle en ce qui concerne la question polonaise ? En apparence sur la formule wilsonienne disant que la Pologne doit comprendre tous les terri-

toires habités par des populations « incontestablement » ou « indiscutablement » polonaises. Quel dommage que le comte Czernin n'ait pas précisé cette formule en l'appliquant aux provinces polonaises de l'Autriche et n'ait point déclaré si la Pologne future doit comprendre la Galicie et la Silésie de Cieszyn. Quant au tronçon polono-prussien, le ministre austro-hongrois n'a même pas essayé d'appliquer le principe wilsonien et a adhéré au point de vue allemand.

Avant de prononcer cette phrase élastique parlant des « territoires dont les populations sont indiscutablement polonaises », le comte Czernin a déclaré catégoriquement : « Nous défendrons les possessions de nos Alliés avant la guerre comme les nôtres propres ». — Il a parlé ensuite des possessions allemandes en particulier. Cela signifie que le gouvernement de Vienne ne reconnaît pas la Pologne prussienne comme un territoire « ayant une population indiscutablement polonaise ». Or, ce sont là les terres polonaises les plus anciennes et — malgré toute la politique exterminatrice de la Prusse — elles ont gardé en grande majorité une population polonaise, ce que révèlent même les statistiques tendancieuses du gouvernement prussien. Nous constatons donc que le comte Czernin, en ce qui concerne la Pologne prussienne, s'est placé sur le terrain de l'intégrité de l'Empire allemand et de la « dignité de la Patrie allemande » de même que des « intérêts vitaux allemands ».

Quant au Royaume de Pologne (l'ancienne Pologne de 1815), le comte Czernin a été très net : « Nous ne voulons rien du tout du nouvel Etat » — a-t-il dit. Le comte Czernin ne veut pas non plus exercer une pression quelconque sur la Pologne. « Si, après la paix, — a-t-il ajouté cependant — la Pologne veut venir à nous, nous l'accueillerons volontiers ». Il est évident, en effet, que le ministre austro-hongrois des affaires étrangères ne veut pas précipiter la question de l'union personnelle entre la Pologne et l'Autriche pour deux raisons : d'abord parce qu'il craint de créer ainsi un obstacle à la paix séparée avec la Russie et à la paix générale avec les Alliés, et ensuite parce qu'il se rend compte qu'une solution précipitée ne pourrait que gâcher les choses en Pologne. Les dirigeants de la politique austro-hongroise comptent beaucoup sur les désirs ardents des Polonais de réaliser leur unité, espérant qu'ils accepteraient la réunion du Royaume à la Galicie sous la condition d'une union personnelle avec la monarchie des Habsbourg. Il est temps cependant de dire la vérité sans ambages : l'Autriche est-elle prête à rendre à la Pologne la Galicie et la Silésie de Cieszyn, même si cette union n'avait pas de chance d'être réalisée ? Si l'Autriche veut laisser les Polonais de Prusse à leurs bourreaux, qu'elle s'engage au moins à la pleine restitution de son propre tronçon de la Pologne. Jusque-là nous n'avons pas encore entendu de paroles décisives à ce sujet.

Mais revenons au comte Hertling. C'est aux Alliés de répondre à l'objection du chancelier que l'Entente « n'eut jamais pour la Pologne que des paroles creuses et avant la guerre n'intervint jamais en sa faveur auprès de la Russie ». Quant à nous, nous constatons que la politique de Berlin a eu sur celle de Pétersbourg l'influence la plus néfaste en ce qui concerne la Pologne, et cela aussi bien avant que pendant la guerre. En ce qui concerne la proposition du comte Hertling de laisser aux puissances centrales et à la Pologne « le soin de se mettre d'accord sur la forme future de ce pays » puisque c'est « l'Empire allemand avec l'Autriche-Hongrie qui ont libéré la Pologne du régime tsariste », — les Alliés pourraient peut-être ajouter : « Et nous, nous voulons libérer la Pologne prussienne des violences prus-

siennes et la Pologne autrichienne des intrigues autrichiennes ».

Les Polonais concluraient alors : Nous avons toujours combattu l'idée de considérer la question polonaise comme une affaire intéressant seulement les puissances copartageantes. Nous songeons encore moins à reconnaître aujourd'hui ce privilège spécial à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. La question polonaise est un des plus grands problèmes européens. Le seul forum qui pourra la résoudre définitivement, c'est une conférence générale de paix à laquelle prendraient part les représentants de notre nation.

L'Opinion de la presse française.

— Le Temps, dans son éditorial, remarque entre le discours du comte Czernin et celui du comte Hertling une grande différence de ton, surtout en ce qui concerne le problème polonais.

Certes — écrit-il — les deux chanceliers ont concerté leurs déclarations, mais ici c'est le ton qui fait la musique. La formule que le comte Czernin a employée à propos de la Pologne peut, si nous l'entendons bien, servir de base à un règlement juste et stable ; et l'on devrait comprendre, à Vienne, combien la monarchie des Habsbourg trouverait d'avantages à faire de ce règlement un problème mondial au lieu d'un problème austro-allemand. Le comte Czernin a proposé « un échange d'idées » au président des Etats-Unis. Nous n'avons pas à préjuger les décisions de M. Wilson et encore bien moins à les influencer. Mais nous observons que la question polonaise est certainement celle qui dresse le moins de barrières insurmontables entre l'Autriche et les Alliés.

— M. A. GAUVAIN, directeur de la politique étrangère du Journal des Débats, écrit que dans les discours des deux chanceliers, dans celui du comte Czernin surtout, aucune solution pratique de n'importe quelle difficulté n'est même pas esquissée.

Prenons l'exemple de la Pologne — écrit-il. Le comte Czernin dit que la population de la Pologne décidera librement de son sort et que cette question ne peut retarder la paix d'un seul jour. Mais, par Pologne, il sous-entend la Pologne conquise sur la Russie. Il défend qu'on touche à l'intégrité territoriale de la monarchie. Le comte Hertling n'admet pas davantage qu'on touche aux territoires allemands ; il ajoute que « le règlement de la question polonaise doit être laissé à l'Autriche, à l'Allemagne et à la Pologne ». Dans les combinaisons des deux ministres, il ne s'agit donc que d'un quatrième partage de la Pologne avec la complicité de certains éléments polonais investis pour la circonstance de mandats des gouvernements des provinces occupées. Et le comte Hertling a l'audace de prétendre « que les puissances de l'Entente n'ont jamais pris fait et cause pour la Pologne » ! Il voudrait justifier ses ambitions annexionnistes par l'indifférence de l'Entente à l'égard de la Pologne. Il désire sans doute accréditer cette légende à Varsovie, de même que le comte Czernin s'efforce de convaincre les Yougo-Slaves que l'Entente se désintéresse de leur sort. C'est une raison de plus pour les Alliés de parler clairement.

— M. LOUIS RIPAUT (Brouville) dans le Radical :

Sans doute, le comte Hertling affirme qu'il a libéré la Pologne du joug tsariste. Mais qui croit-il tromper ? Le joug prussien serait-il préférable ? Les Polonais n'auraient-ils décidément le choix qu'entre deux servitudes ? Est-ce que le comte Hertling s' imagine que les Polonais ont la mémoire courte à ce point qu'ils ont oublié les épisodes sanglants de la longue tragédie qu'est leur histoire depuis qu'il a plu à trois autocrates de se jeter sur elle et de la dépecer leur fantaisie ? Se figure-t-il vraiment que les lois du prince de Bulow, qui frappent les enfants coupables de préférer leur langue maternelle à celle dont usent les hommes d'Etat actuels de l'Allemagne pour émettre tant de contre-vérités, possèdent en elles une vertu d'attraction telle que Guillaume II ne peut pas manquer d'être béni dans la langue de Jean Sobieski ?

— M. L. MARCELLIN dans la République Française :

Où, dans la harangue du ministre de Charles I^{er}, il y a de belles phrases sur la paix, une invite douceuse à M. Wilson, des avances à la Pologne, à la Russie et à l'Ukraine. Mais tout l'effet de ces passages est détruit par cette simple phrase : « Nous défendrons les possessions de nos alliés avant la guerre comme les nôtres propres. »

La Galicie restera donc autrichienne et la Pologne prussienne. Comment M. Czernin concilie-t-il cela avec la phrase où il se déclare partisan de l'érection d'un Etat polonais indépendant « qui devrait englober tous les territoires dont les populations sont indiscutablement polonaises » ? Nous avons eu vent de la combinaison suivant laquelle le royaume varsovien et la Galicie seraient réunis sous le sceptre des Habsbourg et englobés dans la Monarchie devenue trialiste. Mais que deviendrait, dans cette solution, l'indépendance polonaise et, en tout cas, pour quoi le grand duché de Posen demeurerait-il prussien ?

— M. DEUZELLES dit dans l'Humanité :

Il le comte Czernin ne veut rien de la Pologne : il demande, comme le président Wilson, qu'elle décide de son sort elle-même, librement. Entendons par là la Pologne russe. Les Polonais autrichiens et les Polonais prussiens ont évidemment perdu le droit de disposer d'eux-mêmes, depuis les partages de leur patrie. Du moins, le comte Czernin ne soulève pas la question.

— M. GUSTAVE HERVÉ dans la Victoire :

Il y a un point capital sur lequel ils (M. Wilson et le comte Czernin) sont d'accord : la question de Pologne. M. Wilson veut l'indépendance de la Pologne. Le comte Czernin n'a pas de plus cher dessein. A la Pologne tout ce qui est polonais ; vite ! un plébiscite ! Plus la consultation sera sincère, plus son cœur se réjouira. Il y a trois tronçons de Pologne : le morceau prussien, le morceau autrichien, l'ancien morceau russe. Le comte Czernin veut bien qu'on les réunisse, qu'on les consulte et, si les Polonais veulent venir rejoindre la grande monarchie des Habsbourg comme Etat autonome et indépendant — ainsi qu'est la Hongrie — le comte Czernin n'y verra aucun inconvénient.

— M. SAINT-BRICE écrit dans le Journal :

Le comte Czernin a poussé la flatterie démocratique jusqu'à affecter à l'égard de l'avenir de la Pologne, un désintéressement qui paraîtrait plus sincère si on ne connaissait le travail accompli par les Habsbourg bien avant la guerre pour s'attacher les Polonais, et si la crainte de l'Ukraine ne devait forcément amener la Pologne à chercher un appui qui ne peut venir que de Vienne. Le comte Hertling, plus embarrassé, s'en est tiré par le silence.

Les négociations de paix de Brześć-Litewski et la Pologne

La représentation de la Pologne.

M. de Kühlmann a adressé à M. Kucharszewski, président du conseil polonais, le télégramme suivant :

Le chancelier m'a transmis le télégramme de Votre Excellence du 17 janvier. J'ai l'honneur de répondre à Votre Excellence, au nom du chancelier, que les vœux exprimés par le représentant du gouvernement polonais de participer aux négociations de Brest-Litovsk ont rencontré notre entier assentiment. Comme Votre Excellence l'aura appris par les communiqués des négociations, les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ont proposé la participation des plénipotentiaires du pouvoir suprême national de l'Etat indépendant polonais aux négociations de paix, afin de représenter les désirs de cet Etat. A notre profond regret, un accord n'a pu se faire sur cette proposition, parce que la délégation russe n'a voulu reconnaître ni l'indépendance de l'Etat polonais, ni la légalité du gouvernement polonais actuel. Pour le moment, une interruption est survenue dans les négociations politiques, par suite du départ du premier plénipotentiaire russe Trotzky. Après la reprise des négociations, je ne manquerai pas de revenir auprès de la délégation russe sur le désir exprimé par le gouvernement polonais.

Le Temps écrit à ce propos dans son éditorial du 28 janvier :

Si les négociations recommencent à Brest-Litovk, le problème qui est resté en suspens le 18 janvier se retrouvera au premier plan : le sort de la Pologne, de la Lithuanie et des provinces baltes doit-il être fixé par des « assemblées représentatives », recrutées sans contrôle et délibérant sans indépendance, ou bien par un libre vote des populations, préalablement affranchies de toute contrainte militaire et administrative ?

Les délégués allemands continueront sans doute à soutenir que le système soi-disant représentatif est seul approprié au développement actuel des populations. C'est un

argument singulièrement injurieux pour l'expérience politique des Polonais, par exemple. Et c'est, en outre, un argument contredit par le témoignage des Allemands eux-mêmes.

Si l'Allemagne professe que le sort des pays envahis doit être remis aux représentants agréés par les puissances centrales, le premier devoir de la diplomatie allemande était d'appeler à Brest-Litovsk les membres du gouvernement polonais qui siège à Varsovie. Les pourparlers de Brest-Litovsk ont commencé le 22 décembre. Il a fallu plus d'un mois pour que M. de Kühlmann finit par télégraphier au président du conseil polonais, et c'est un refus qu'il vient de lui notifier. Le secrétaire d'Etat allemand donne pour prétexte que les maximalistes ne reconnaissent pas le gouvernement de Varsovie. Est-ce que cela empêchait les délégués austro-allemands de se concerter avec des représentants polonais ? Est-ce que l'Allemagne et l'Autriche n'ont pas passé outre au veto des maximalistes pour négocier un accord avec des représentants ukrainiens ?

Avant de chercher un prétexte pour exclure les Polonais, M. de Kühlmann aurait dû lire l'article, empreint d'une si remarquable franchise, que la Gazette de Cologne a reçu « d'une source très appréciée » et qu'elle a publié en tête de sa première page le 17 janvier. L'auteur déclare ouvertement : « La tentative faite pour constituer une armée polonaise a misérablement échoué. La Pologne n'a donc pas pris part à la guerre, et par conséquent elle ne peut pas figurer comme sujet aux négociations de paix, mais seulement comme objet. » Si les Polonais ne sont même pas admis dans l'antichambre de la salle où se discute tout l'avenir de leur pays, s'ils sont réduits au rôle d'« objet », c'est donc parce que l'Allemagne ne leur pardonne pas d'avoir refusé de s'enrôler sous des généraux prussiens. Du reste, l'auteur à qui la Gazette de Cologne donne l'hospitalité reconnaît que l'Allemagne n'a guère d'amis parmi la population polonaise : « On ne peut regarder comme sympathiques à l'Allemagne, écrit-il, qu'une partie des grands propriétaires fonciers. » Il avoue aussi que l'Autriche a beaucoup plus de sympathies et que « la région austro-polonaise ne cessera pas de souhaiter qu'on lui adjoigne des régions prusso-polonaises ». En lisant ces aveux, on comprend à merveille pourquoi le gouvernement allemand est si peu pressé de faire voter les populations.

Les déclarations de M. von Kühlmann.

Vendredi, 15 janvier, la Grande Commission du Reichstag a continué la discussion des questions de politique extérieure. M. von Kühlmann y prononça un discours, exposant la première période des négociations de paix de Brześć-Litewski. Il a dit notamment :

Notre politique tend à la création d'une Pologne indépendante. Ce point a déjà été discuté hier.

Je ne peux pas fixer avec certitude, en me basant sur les documents, à quel moment la politique qui définit nos intérêts spéciaux dans les Etats occidentaux de l'ancien empire russe (Courlande, Lithuanie et Pologne) a été définitivement adoptée par nous. J'ai, en tout cas, à ma disposition les documents du printemps 1917, par conséquent, du temps du chancelier de Bethmann-Hollweg, établissant d'une façon définitive la politique que nous suivons aujourd'hui.

Les relations intimes et inévitables entre notre politique en Courlande et en Lithuanie et notre politique polonaise, qui constitue un fait qu'on ne peut plus passer sous silence, ont été déjà exposées hier en détail.

Lorsque j'ai pris, en juillet dernier, les fonctions que j'ai l'honneur de remplir maintenant, notre politique à l'égard des trois Etats cités plus haut, était considérée comme fixée par les autorités compétentes au cours des pourparlers commencés sous le chancelier Michaelis.

Dans un grand discours-programme, à la séance du Reichstag, le chancelier comte Hertling a déclaré de son côté :

1° Qu'il était prêtre principe à entamer des pourparlers avec la Russie sur la base exposée par le radiotélégramme russe adressé à tous les belligérants ;

2° Qu'il avait l'intention d'adopter le principe du droit des peuples à déterminer leur sort en ce qui concerne les trois Etats en question. Cela montre que comme c'est souvent le cas dans la vie politique, on exagère beaucoup l'importance de l'initiative personnelle, de la liberté d'action d'un homme d'Etat, d'un négociateur, et qu'on ne sait pas discerner la continuité de la politique imposée, déterminée par ce qui fut fait auparavant.

Pologne et Ukraine.

Le gouvernement allemand ne voudrait pas prendre la responsabilité de rompre avec les maximalistes, mais il paraît en réalité peu désireux d'arriver à un accord avec eux. Par contre il compte beaucoup sur une entente avec l'Ukraine. Seulement il y a difficultés. Une note émanant de Stockholm, 26 janvier, les expose notamment ainsi :

La question la plus épineuse qu'il y ait à résoudre avec l'Ukraine est celle des contrées à population mixte. Si la frontière de la Pologne et de l'Ukraine doit être fixée au

Bug, comme les puissances centrales semblent y consentir il y aura en territoire ukrainien un bon nombre d'habitants polonais, dont certains sont de grands propriétaires fonciers. L'Autriche voudrait que les Ukrainiens lui reconnaissent le droit de protéger ces Polonais. Les Ukrainiens, de leur côté, réclamaient la cession de la Galicie orientale à l'Ukraine, et l'on ne sait s'ils se contenteront d'un droit de protectorat sur les Ruthènes de Galicie. Mais si la question se réglait ainsi par des droits d'intervention réciproques, — intervention autrichienne en Volhynie ukrainienne, intervention ukrainienne en Galicie autrichienne. — il subsisterait entre l'Autriche et l'Ukraine des sujets de contestation perpétuels. A Berlin, on paraît en prendre assez volontiers son parti.

Séances de la commission des questions territoriales.

Le 11 janvier s'est constituée la commission germano-austro-hungaro-russe pour l'examen et la discussion des questions territoriales ; elle a tenu le 11 et le 12 janvier trois séances prolongées. Le 14 janvier la commission a tenu sa quatrième séance, le 15 — cinquième et sixième, enfin le 18 — septième et huitième. Le comte Czernin, malade (?) n'a pas pu assister à ces séances. De tous ces débats longs et embrouillés aucun accord n'est sorti. Le 18, Trotzky a annoncé qu'il était contraint de se rendre environ pour une semaine à Petrograd pour des raisons de politique intérieure. Il a proposé d'ajourner la commission jusqu'au 29 janvier. Les délégués centraux ont pris acte de la communication exprimant l'espoir que l'accord complet pourrait s'établir après le retour de M. Trotzky.

En même temps, M. von Kühlmann partit pour Berlin et le comte Czernin pour Vienne.

Une proclamation maximaliste.

Le gouvernement maximaliste a lancé le 23 janvier, par radiotélégramme de Tzarskoïé-Selo, une proclamation où on lit notamment :

Les dirigeants austro-hongrois s'efforcent de calmer les inquiétudes de la classe prolétaire austro-hongroise en assurant que les empires centraux n'ont pas l'intention de poursuivre des annexions, mais qu'ils visent à la réalisation d'une paix démocratique. Ces déclarations ne peuvent que provoquer un immense étonnement en Russie. Les conditions de paix annoncées à Brest-Litovsk constituent en effet l'annexion la plus monstrueuse. Il ne s'agit pas moins que de s'emparer de la Pologne, de la Lithuanie, de la Courlande, de Riga, détachée des provinces baltes, ainsi que des îles d'Oesel, de Dago et de Moon, ce qui ne constitue pas moins que le démembrement de la Russie.

Trotzky s'apercevrait-il enfin des desseins de l'Allemagne ?

Une opinion polonaise.

A propos des négociations de paix de Brześć-Litewski, M. S. E. fait dans le dernier Bulletin Polonais, du 16 janvier, les réflexions suivantes :

Que sortira-t-il de ces tentatives de paix séparée ? L'alliance franco-russe évolue : elle est devenue d'abord la trahison tzarienne, pour aboutir à la défection bolchevikiste, et il y a encore des publicistes français qui continuent à voir dans cette alliance que nous avons toujours signalée comme funeste la plus grande pensée du régime. Ce ne sont point pourtant les avertissements qui ont manqué à nos politiciens français. Si l'opinion des Polonais leur paraissait suspecte de partialité, ils auraient du moins dû écouter Barthélemy Saint-Hilaire et tant d'autres qui, dès le début, signalaient à leurs compatriotes le piège tendu par Bismarck lorsque, en créant la triplice, alors que l'alliance anglaise et américaine était encore improbable, il accablait la France à l'illusoire alliance franco-russe.

Une protestation du Conseil Polonais de l'Union des Partis.

Dans notre numéro du 12 janvier nous avons annoncé que le Conseil Polonais de l'Union des Partis siégeant à Petrograd a remis le 9 janvier aux représentants des Alliés et des neutres une déclaration protestant contre la résolution de la question polonaise par un traité séparé entre la Russie et les empires centraux. Nous donnons aujourd'hui ledit document in extenso :

Le 30 mars, un manifeste du gouvernement provisoire de la Russie appela la nation polonaise à la lutte commune contre les empires du centre, proclamant en même temps l'indépendance de la Pologne et sa réunion intégrale. Les engagements pris dans le manifeste furent confirmés par une déclaration du ministre des affaires étrangères de la Russie au nom de la Russie aux Alliés le 15 octobre, et le décret de paix des commissaires du peuple du 8 novembre dit textuellement : par annexions, nous comprenons l'annexion à un grand Etat d'une faible nation sans son consentement bénévole, librement, nettement exprimé, indifféremment de la date d'une telle annexion.

Par des insurrections successives contre les trois Etats démembrés, la nation polonaise prouva qu'elle ne cessa jamais de considérer ce partage comme une violation criminelle.

Pendant la guerre présente, de nombreuses déclarations des représentants légaux de toutes les parties de la Pologne, aussi bien en Russie qu'en Allemagne et en Autriche, affirmèrent catégoriquement que le but immuable de leurs efforts était un Etat polonais indépendant, réunissant tous les territoires polonais, possédant un libre accès à la mer.

En vue d'un tel but, des troupes polonaises s'organisent actuellement en France et en Russie. Un demi-million de soldats polonais de l'armée russe restent à leur poste, fidèles à l'appel que la Russie libre avait adressé aux Polonais, « pour votre liberté et la nôtre ».

Néanmoins, les commissaires russes du peuple entament des pourparlers de paix avec les Etats centraux.

Des pourparlers séparés placent la nation polonaise dans une situation rendant impossible la défense du droit à l'indépendance et à la réunion intégrale. Pourtant, pendant la guerre, la question polonaise cessa d'être une question intérieure pour la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, mais devint au contraire une question essentiellement internationale, par le fait même de la promulgation de l'acte russe du 30 mars et de l'acte austro-allemand du 10 septembre, remettant le pouvoir suprême du royaume de Pologne aux mains du conseil de régence.

La question polonaise ne peut donc être résolue qu'au congrès international de la paix et avec l'assentiment des représentants légaux de la nation polonaise. Les commissaires du peuple russe concluant un traité séparé avec l'Autriche et l'Allemagne, ce traité concernant aussi la Pologne, trahissent tous les engagements pris par la Russie révolutionnaire envers la nation polonaise. Les propositions faites par eux aux empires centraux en faveur du droit des Polonais autrichiens et allemands à la liberté et à l'indépendance sont dépourvus de valeur réelle car elles ont annoncé à l'avance des conditions non ultimes.

Effectivement, elles remettent la question polonaise à la décision exclusive de l'Allemagne et de l'Autriche. Le peuple russe décidera par sa propre volonté s'il doit ou non accepter un accord préparé par les commissaires du peuple avec les monarchies centrales. Mais si la Russie accepte un tel accord, elle ne peut pas faire capituler la nation polonaise devant l'Allemagne et l'Autriche qui refusent à leurs provinces polonaises le droit de se réunir en une patrie indépendante.

Le Conseil Polonais de l'Union des Partis proteste catégoriquement contre toute tentative de résoudre la question polonaise par un traité séparé entre la Russie et les Etats qui ont opprimé et partagé la Pologne avec l'ancien empire russe.

La nation polonaise n'acceptera jamais un tel traité et ne cessera pas de lutter par tous les moyens possibles pour l'indépendance totale, la réunion intégrale et le libre accès à la mer.

BULLETIN

• La Prusse et la Pologne.

Le 19 janvier, au cours de la discussion du budget à la Chambre des députés de Prusse, le ministre de l'intérieur, M. Drews, a déclaré notamment que l'Allemagne n'admettra jamais que les étrangers s'immiscent dans ses affaires intérieures.

Nous ne nous laisserons jamais dicter, a-t-il dit, ce que nous avons à faire.

L'idée de créer pour la Prusse orientale, dans la province de Posen, une sorte d'autonomie ne peut même pas se discuter.

Les crédits demandés par le gouvernement pour la défense du germanisme dans les régions orientales de la Prusse ne sont nullement en contradiction avec les déclarations gouvernementales dans la question de la Pologne. Le gouvernement a déclaré qu'il était disposé à être plus conciliant à l'égard de la Pologne, à condition que les Polonais renoncent à toute idée de se séparer de la Prusse directement ou en recherchant l'autonomie : c'est de la population polonaise que dépend le cours que prendra la politique dans la marche orientale. L'Etat prussien forme un seul bloc et est complètement terre allemande : voilà le principe qui doit inspirer la politique polonaise à l'avenir.

La Gazette du Rhin et de Westphalie annonce qu'une discussion confidentielle a eu lieu à Berlin entre les représentants du germanisme dans la province de Posen, le chancelier et le ministre de l'intérieur. Les membres du gouvernement ont promis leur protection au germanisme à l'est de l'Allemagne et déclaré qu'ils espéraient arriver à un compromis entre les intérêts divergents des Allemands et des Polonais. La députation représentait le point de vue que des concessions faites aux Polonais étaient déplacées.

Le correspondant du Journal des Débats télégraphie de Lausanne, 27 janvier :

A la commission de la réforme électorale de la Diète prussienne, les représentants de la majorité (conservateurs, conservateurs modérés et nationaux-libéraux) ont formulé leurs réserves expresses au sujet du principe de l'égalité dans la réforme électorale, au cas où l'on n'exclurait pas de ce principe les provinces de l'Est où prédomine la population polonaise.

Le député polonais de la Haute-Silésie, Korfanty, répliqua que les Polonais de Prusse ne cachent nullement leurs desirs de s'unir avec leurs compatriotes et de rentrer dans la possession de la côte baltique. Ils ne cachent pas non plus que le système prussien inspire une haine profonde au peuple polonais, car ce système représente le régime le plus odieux d'une domination d'envahisseurs.

Les délégués allemands à Brzesc-Litewski — poursuivait-il — déclarèrent en réponse aux bolcheviks qu'il voulait régler la question des minorités nationales de leur Etat par voie constitutionnelle, comme leur affaire intérieure. Nous, Polonais, nous ne l'acceptons pas. Nous demandons une décision internationale.

Ces paroles provoquèrent sur différents bancs de la Diète des protestations et des cris : Haute trahison ! Le député Heydebrand demanda une politique énergique contre l'irréductibilisme polonais. Le vice-président du ministère prussien, Friedberg, déclara que le gouvernement serait disposé à introduire dans les provinces prussiennes de l'Est le suffrage non pas égal, mais proportionnel pour garantir les intérêts allemands.

A la suite de ces discours les feuilles pangermanistes ont publié des articles violents contre les Polonais de Prusse.

La Taegliche Rundschau attaque surtout le député Trampczyński, dont les déclarations montrent clairement l'échec complet de la politique d'accommodement suivie envers les Polonais de Prusse.

Le discours de M. Drews ne suffit pas. Le gouvernement paraît redevenir un conflit et désavouer toute mesure de rigueur à l'égard des Polonais. L'adoption du suffrage égal en Prusse sacrifierait définitivement les intérêts allemands. Une énergique intervention s'impose de la part du gouvernement.

La Deutsche Tageszeitung écrit :

Les Sokols, les unions chorales, les réunions éducatives, les bibliothèques polonaises, etc., sont exploitées de manière à créer dans le pays un état d'esprit panpolonais et à faire trahir l'Allemagne. Certains journaux de Pologne ont parlé de l'indépendance absolue de toute la Pologne. En ce moment cette presse polonaise fait une forte campagne pour obtenir que l'enseignement religieux soit donné en langue polonaise.

La Norddeutsche-Allegemeine Zeitung s'exprime ainsi :

Les discours de Korfanty et Trampczyński à la Chambre des députés de Prusse ont révélé des sentiments inquiétants. Jamais l'Etat prussien ne donnera la moindre autonomie à une quelconque de ses provinces. La politique suivie dans les provinces orientales de la Prusse dépendra uniquement de l'attitude des populations.

• A la Chambre autrichienne.

On signale de nouveau à la Chambre autrichienne des députés des débats très mouvementés. On remarquera surtout les plaintes des orateurs polonais et les réclamations de divers orateurs contre l'envoi de troupes autrichiennes sur le front d'Occident. Le député polonais Glombiński a fait la déclaration suivante :

« On veut faire des territoires lithuaniens et polonais une sorte de colonie européenne de l'Allemagne. »

Le député socialiste Daszyński, Polonais, a complété la pensée des parlementaires tchèques en déclarant que ce qu'on avait vu ces jours derniers en Autriche-Hongrie n'était que le prélude de ce qui allait suivre, c'est-à-dire d'un mouvement qui produirait bientôt des perturbations formidables.

L'orateur a protesté contre la politique du gouvernement allemand et a critiqué sévèrement l'attitude des représentants de l'Allemagne à Brest-Litowsk, « pour lesquels, dit-il, nous serons bientôt obligés de verser notre sang sur le sol français ». Cris des bancs allemands : « C'est pourtant la nation qui vous a sauvés ! » M. Daszyński continue :

Assez de sauveurs comme cela ! C'est pour que l'Autriche-Hongrie tout entière soit sauvée que nous luttons. On ne doit pas se placer au point de vue borné que c'est l'Allemagne seule qui a sauvé l'Autriche, car l'Autriche aussi a versé pour l'Allemagne autant de sang que

celle-ci pour nous et, d'autre part, l'empire allemand n'aurait pu résister à tous ses ennemis si nous n'avions pas été ses alliés.

Les ennemis de l'Allemagne ne sont pas ceux de l'Autriche, c'est pourquoi nous n'avons nullement besoin d'espérer pour que l'Allemagne soit sauvée.

La France n'a jamais été l'ennemie de la monarchie austro-hongroise.

En réponse à ce discours, le nationaliste allemand Jerzabek a accusé les socialistes autrichiens d'avoir trahi l'Autriche et d'être corrompus par l'étranger.

Cette allégation souleva un tumulte inouï dans l'hémicycle. Pendant plusieurs minutes, on n'entendit que les cris de « Bandit ! Vil coquin ! Canaille ! Voyou ! »

• L'état de siège à Cracovie.

Le correspondant particulier du Journal des Débats télégraphie de Genève, 26 janvier :

Nous signalions hier que, selon toute apparence, l'état de siège avait été proclamé à Cracovie. Notre hypothèse se trouve aujourd'hui confirmée. L'avis suivant, placardé dans les rues et les places de Cracovie, en fait foi :

Il n'est permis de sortir le soir qu'en cas de nécessité urgente. Toute infraction à ces prescriptions sera punie d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 200 couronnes ou à un emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à 14 jours.

Le directeur impérial et royal de la police, signé : KUPIŃSKI.

En raison des désordres d'hier, la direction impériale et royale de la police a décidé ce qui suit :

Il est interdit de se rassembler dans les rues et sur les places. Les établissements publics (cafés, magasins, débits de boissons) doivent être fermés, les uns à 4 heures de l'après-midi, les autres à 6 heures du soir.

D'autre part, l'Agence Centrale Polonaise de Lausanne nous communique :

Les grèves qui, ainsi que l'a annoncé le Bureau de Correspondance de Vienne, se sont produites dans toute l'Autriche ont revêtu à Cracovie un caractère exceptionnellement grave, motivé d'ailleurs par les préjudices incessants dont, pendant toute la guerre, a eu particulièrement à souffrir la Galicie : les réquisitions, l'exportation en Autriche et en Allemagne des articles d'alimentation les plus indispensables, sans tenir aucunement compte des besoins élémentaires de la population, ont réduit ce pays et surtout les villes à la plus affreuse famine dont les troubles récents n'ont été que la conséquence. Ces mouvements — autant qu'on en peut juger d'après les informations qui nous parviennent — étaient avant tout dirigés contre l'incurie et la duplicité du gouvernement viennois, et en outre contre les spéculateurs favorisés par le système des « Centrales » (organisations d'achat et de répartition des vivres et matières premières).

Nous ne possédons pas jusqu'ici de détails circonstanciés sur les péripéties de ces grèves, la censure n'en ayant pas laissé passer la publication ; néanmoins de quelques renseignements jetés çà et là dans les journaux on peut inférer qu'elles ont été toutes spontanées, sans nulle corrélation avec les perturbations qui à Vienne, par exemple, se sont déroulées sous les yeux bienveillants du gouvernement autrichien. Outre la grève dans toutes les fabriques et établissements, on en est venu à Cracovie à de sérieuses démonstrations. Un télégramme des députés de la ville au président du conseil en donnera une idée :

Des milliers de femmes et d'enfants tous les jours parcourent les rues de Cracovie demandant que les autorités municipales leur donnent du pain. Dimanche, lundi et mardi on n'a pas rendu de pain à Cracovie. Depuis une semaine la population est sans farine. Partout la misère et le désespoir. Nous implorons un secours immédiat.

Au cours de ces quatre journées de manifestations, des magasins ont été pillés ; on a cassé les vitres et les glaces des cafés, et des devantures dont les baies sont maintenant aveuglées par des planches ; à la suite de quoi tous les magasins et cafés ont été fermés.

Vraisemblablement on a proclamé l'état de siège à Cracovie. Les journaux n'en font pas mention, il est vrai, mais nous lisons dans le Kurjer Codzienny (Courrier quotidien) la note suivante qui nous semble autoriser cette hypothèse :

La direction du théâtre nous communique que les billets achetés pour la représentation pourront servir de pièce justificative pour les personnes qui seront rencontrées dans les rues après six heures du soir.

• Les troubles de Galicie.

Les journaux de Léopol rapportent que c'est dans la journée du jeudi 17 et, qu'ils ont été les plus graves. Ce jour-là on dut faire appel à trois escadrons de cavalerie, et à des automobiles chargées d'agents de police armés de carabines. Un agitateur inconnu, n'appartenant à aucune des fractions politiques de la ville, prononça un discours révolutionnaire qui fit une impression énorme. En vain la

police s'est efforcée de mettre la main sur l'orateur : jusqu'ici il a échappé à toutes recherches.

La foule affamée pillait plusieurs magasins ; la police étant intervenue, un agent fut assez grièvement blessé. Sur la Grand place et devant la préfecture on commît divers délits à divers moments de la journée. Sur la place, sous les yeux de la police, des gamins volèrent de la volaille à des femmes qui les avaient apportées au marché. On se jeta aussi sur des sacs pleins de denrées qui se trouvaient devant le magasin de l'Union économique des employés et professeurs, et l'on y déroba quantité de sucre. Un grand nombre d'arrestations furent opérées. (A. P. C.)

● Les maximalistes et l'Armée polonaise en Russie.

Une dépêche de Petrograd, 25 janvier, apporte la nouvelle suivante :

Krylenko vient de faire arrêter à Minsk les membres du Comité central militaire polonais.

Le généralissime russe, ministre de la Guerre, avait entrepris d'introduire la démocratie dans l'armée polonaise et donné l'ordre aux régiments polonais de remplacer leurs officiers par des cadres élus au suffrage des soldats. Les soldats refusèrent. Krylenko répondit en ordonnant la dislocation des régiments. Des troupes maximalistes entourèrent les Polonais, les désarmèrent, puis procédèrent à l'arrestation du comité central militaire.

Le correspondant particulier du *Temps* télégraphie de Petrograd, 25 janvier :

À la suite de l'arrestation de nombreux militaires polonais à Minsk, le Comité Supérieur des organisations militaires polonaises a adressé une véhémente protestation à M. Trotsky, attirant son attention sur la dangereuse mesure adoptée par M. Krylenko et dont les Allemands ne manqueraient pas de profiter. Les auteurs de la protestation concluent qu'ils veulent garder tout leur sang-froid, mais la patience de centaines de milliers de soldats polonais est à bout.

D'autre part on mande de Petrograd à l'Agence *Reuter*, 27 janvier :

Les troupes polonaises ont occupé la station d'Orsza, dans le gouvernement de Mohylów, ont désarmé la garnison russe et se sont emparées aussi des stations au nord et au sud d'Orsza. Cette action est due à ce que les commissaires arrêtaient les chefs des organisations militaires polonaises.

INFORMATIONS DIVERSES

● A l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Polonaise.

Dimanche 3 février prochain, à 2 heures précises, aura lieu à l'Ecole Polonaise (15, rue Lamandé) l'Assemblée générale des anciens élèves de cette école. Les sociétaires sont priés de se rendre à cette réunion en très grand nombre.

● Un mariage.

Nous apprenons que notre compatriote, M. Zbigniew Szarota-Kowalski, ingénieur, engagé volontaire au génie de l'Armée Polonaise, a épousé le 17 janvier dernier M^{lle} Gabrielle Poirot.

Tous nos compliments et nos vœux les meilleurs aux nouveaux mariés.

● La Pologne à l'« Aide Morale ».

L'*Aide Morale* a repris avec le succès habituel la série des séances que son comité, sous la présidence de M. Louis Matruchot, professeur à la Sorbonne, consacre depuis plus de deux ans à la Pologne.

Celle du Dimanche 13 janvier a été organisée pour le 19^e arrondissement dans le préau de l'école professionnelle des filles par son actif délégué, M. Rocheiz, professeur à l'Ecole Jean-Baptiste Say. Une assistance nombreuse et sympathique a applaudi chaleureusement les artistes dévoués de nos séances polonaises dont le rare talent assure le succès : M^{mes} Jarecka, Ducraïne, Isuard, Remorut, Kruszezowska, M. le professeur Victor Gille. Nous avons eu pour la première fois le concours de M^{me} Popowska qui a fait revivre avec tempérament, grâce et charme, toute la joie des danses populaires de son pays.

La séance avait commencé par une très intéressante conférence de M. G. Gotemans, ancien conseiller municipal de Bucarest. Il a mis au service de la Pologne, cette éloquence persuasive, ces accents émouvants qu'il trouve pour glorifier son héroïque pays. Les applaudissements qu'il a soulevés ont montré avec quelle sympathie il a su aller au cœur de notre courageuse population ouvrière de Paris. (M. N. K.)

● Un concert de Gala Franco-Polonais.

Judi 14 février à 3 heures, salle Gaveau, 45, rue de La Boétie, aura lieu le gala Franco-Polonais donné par la *Société Frédéric Chopin*. Ce concert est organisé par M. Edouard Ganche, au profit des soldats polonais en France, des victimes de la guerre en Pologne, et des prisonniers polonais, avec le magnifique programme suivant :

1. — *Ballade, Mazurka*, Frédéric Chopin, par le jeune virtuose Leonardi. 2. — *Za Niemen*, X... *Kozak* de Moniuszko, *Mazur*, Chopin, chantés par Mlle Alix Solska, en costume national polonais. 3. — *Hymne à la France*, de Saint-Georges de Bouhélier, par Mlle Colonna Romano de la Comédie-Française. 4. — *Scherzo en ut dièse mineur, Nocturne*, op. 48, n° 2. *Etude* (La Révolutionnaire) F. Chopin, par L. Leonardi. 5. — *Sonate*, pour violoncelle et piano, Camille Chevillard, jouée par Mme Capon-sacchi-Jeislser et l'auteur. 6. — *Aubade, Lever de soleil*, C. Erlanger, chantés par Mlle Yvonne Chazel, de l'Opéra-Comique, accompagnée par l'auteur. 7. — *La Forêt des douleurs*, Krasinski, traduction en vers de M. Camille Le Senne, par Mlle Halka Ducraïne, de l'Odéon. 8. — *A la France immortelle : Credo*, Alexandre Georges, chanté par M. Henri Albers, de l'Opéra-Comique, accompagné, par l'auteur. 9. — *Valse en ut dièse mineur. Polonaise*, op. 53 (L'Héroïque), Fréd. Chopin, par L. Leonardi. 10. — *Hymne Polonais*, Mlle Alix Solska.

Billets chez Morelli et C^{ie}, 23, rue de Liège, Duraud, 4, place de la Madeleine et salle Gaveau.

● Une conférence patriotique.

Le samedi, 26 janvier, à la Société de Géographie, devant une salle comble, M^{lle} Halka Ducraïne a fait une conférence présidée par M. Henry Bidou. Dans une allocution vibrante, le grand Critique rappela les victoires navales des Polonais sur les Chevaliers teutoniques. A l'heure où la Pologne revendique un accès à la mer, ce sujet était d'une grande actualité. « Nous sommes convaincus, a dit M. Bidou, que la flotte polonaise ressuscitera et portera au loin la gloire du pavillon amarante. Les Polonais se sont toujours montrés d'excellents marins et l'Histoire a enregistré huit batailles navales dont sept furent gagnées par eux. » Il évoqua les péripéties de ces combats glorieux avec cette science profonde d'historien et ce grand talent d'orateur qu'on lui connaît. M^{me} Dux, de la Comédie-Française, prêta le concours de son grand talent et dit magnifiquement les vers de Hugo et de Laprade consacrés à la Pologne.

M^{lle} Halka Ducraïne eut la pensée charmante d'exprimer la reconnaissance des Polonais pour les grands poètes français qui ont chanté notre pays et lui restèrent fidèles aux heures sombres où toutes les diplomaties européennes l'enterraient pour toujours. La jeune conférencière fut étonnante de souplesse et de grâce. Elle mit tout son art et tout son cœur dans l'esquisse des tableaux poétiques d'une réelle grandeur. Les strophes lumineuses des poètes sublimes se suivaient sonores et puissantes, s'élargissaient, grandissaient et se répandaient en hymnes d'amour.

Cette conférence fut une véritable fête franco-polonaise, une inoubliable vision d'art. Les longs et chaleureux applaudissements d'un auditoire profondément ému couvrirent la dernière phrase :

« Gloire aux géants du Verbe français, qui ont trouvé des accents immortels pour chanter l'immortelle Pologne. »

● Errata.

Par suite d'une inadvertance nous avons mis dans l'annonce de la *Peinture Polonaise* (voir le dernier n° de *Polonia*) que le prix de cette collection est de 100 fr. Or la *Peinture Polonaise* coûte 110 francs. Nos lecteurs ont certainement corrigé d'eux-mêmes, puisque déjà dans nos numéros antérieurs nous avons annoncé ce dernier prix.

PEINTURE POLONAISE

Un album contenant 50 magnifiques reproductions exécutées par l'Imprimerie I. Lapina, en couleurs *fac-similé*, d'après les meilleures œuvres des peintres contemporains polonais, est mis en vente dans nos bureaux. Le prix de la collection accompagnée d'un avant-propos et des descriptions de chaque œuvre dus à la plume de I. Jaroszyński, est de 110 francs.

REVUE DE LA PRESSE

— Le *Petit Provençal* de Marseille du 18 janvier dans un article intitulé *L'Aigle blanc et l'Aigle noir* et signé par M. CAMILLE FERDY, reproduit notre déclaration que nous avons publiée ici même (voir *Polonia* du 12 janvier) pour protester contre les termes du discours que le prince Lubomirski prononça à Berlin le 8 du même mois. M. Camille Ferdy qualifie notre protestation de « très digne » et la commente ainsi :

Cette protestation traduit certainement les sentiments véritables des Polonais, et non pas seulement de ceux qui vivent chez nous ou qui combattent sous notre drapeau,

mais aussi de tous ceux qui gémissent encore sous le joug allemand.

Elle paraît d'autant plus fondée que l'Allemagne, en ce moment même, commence à découvrir ses desseins de conquête et de rapine à l'encontre de la Pologne russe. En principe, Berlin avait acquiescé à la constitution d'un royaume polonais qui aurait été rattaché à l'Autriche-Hongrie et placé sous le sceptre des Habsbourg. Mais à présent les Boches font de graves réserves sur la solution austro-polonaise. Ils invoquent des considérations économiques. Ils formulent des revendications et mettent en avant des exigences qui menacent de tout compromettre.

Il nous est infiniment agréable d'enregistrer cette preuve de sympathie pour notre cause. Nous nous en réjouissons bien plus pour la Pologne, notre patrie, que pour nous-mêmes.

— Dans le *Pays* du 23 janvier, M. JACQUES VERTON traite de nouveau de la question polonaise dans un article intitulé : « A qui l'Armée Polonaise ? » L'auteur redoute la constitution d'une armée « activiste » en Pologne occupée.

Pour parer à ce danger, — écrit M. Verton — les Alliés n'ont à leur disposition que deux moyens qui se complètent l'un l'autre :

1^o Fournir un nouvel appui dans l'Europe orientale à la majorité polonaise qui leur est favorable, en organisant le plus rapidement possible les éléments allogènes et co-saques de Russie, disposés à reprendre les hostilités contre les Allemands ;

2^o Et surtout, publier sans retard une déclaration collective aussi nette et aussi claire que possible, garantissant aux Polonais la restauration de leur patrie *entièrement indépendante dans son intégrité territoriale avec accès à la mer*. C'est alors seulement que les deux premières armées polonaises, celle de France et celle de Russie pourront contrecarrer la constitution de la troisième armée, l'armée « activiste » et que les 700 000 soldats polonais de Russie pourront reprendre leur rôle glorieux, et donner l'exemple de la bravoure aux autres troupes du front oriental.

Mais, nous le répétons, pour obtenir ce résultat, il sera nécessaire d'aller vite.

— Le *Concours médical* du 1^{er} janvier 1918 publie un *Propos du jour* du Dr JULIEN NOIR, dont la grande partie est consacrée au sort effroyable de la Pologne occupée. Ces lignes sont à lire.

— Le *Courrier des Etats-Unis*, de New-York, du 2 janvier, publie un article éditorial intitulé : « Les Alliés et la Pologne ». C'est la reproduction de l'article paru dans le *Temps* du 24 novembre dernier.

— Dans l'*Instituteur Français* du 15 janvier, Un LYONNAIS étudie la future *Société des Nations* et dit que la Pologne aussi y entrera mais comme un Etat indépendant.

— La *Gazette de Lausanne* du 11 janvier publie un article de M. J.-E. DAVID intitulé « *Lithuanie, Ukraine et Pologne* » dans lequel l'auteur explique avec beaucoup d'impartialité les revendications, les relations et les conflits possibles entre ces trois nations.

— La *Semaine Littéraire* de Genève du 12 janvier publie une très intéressante lettre de Varsovie intitulée « *Concessions — compensations* » qui traite sur les relations polono-lithuaniennes.

— La *Dépêche Républicaine* de Besançon du 2 janvier publie un très intéressant et très sympathique article intitulé « *L'Armée Polonaise contre l'anarchie* ».

— Dans *Paris-Midi* du 17 janvier, M. ALBERT MILHAUD publie un article intitulé : « *La leçon de Brest-Litovsk* », dans lequel il souligne le double jeu de l'Allemagne qui « libère » les peuples arrachés à la Russie tout en le ligotant grâce à de savants arrangements économiques et financiers.

— L'*Œuvre* du 18 janvier dernier publie un article de M. HENRI LORIN intitulé « *Pour l'indépendance de la Pologne* ». L'éminent professeur de la Sorbonne y défend la cause de l'intégrité et de l'indépendance de la Pologne. « La résurrection de la Pologne intégrale — écrit-il — sera, nous en avons la conviction nous-même, une des preuves décisives de la défaite du militarisme prussien. »

— La *Tribune de Genève* du 20 janvier publie sous le titre *Pologne et pourparlers de paix* une résolution des démocrates polonais en Suisse réclamant « le retrait des armées d'occupation des territoires polonais et la liberté pour sa population de décider de l'organisation et l'avenir de son Etat, ainsi que pour celles des provinces polonaises se trouvant encore sous la domination autrichienne et allemande de décider librement de leur sort ».

— La *Dépêche* de Toulouse, dans son numéro du 23 janvier, publie un article de M. LEON BRUNE, intitulé « *L'Aigle noir contre l'Aigle blanc* » où, preuves à l'appui, l'auteur nous montre que le problème polonais inquiète beaucoup les dirigeants ennemis.

Massage médical et chirurgical. Ecrire à M^{lle} M. S. à l'Administration de *Polonia*.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLO니아

PISMO TYGODNIOWE POLSKIE

WYCHODZI CO SOBOTE

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

HERTLING I CZERNIN o sprawie polskiej

Dnia 24-go stycznia wygłosili mowy programowe kanclerz Rzeszy Niemieckiej, hr. Hertling, w wielkiej komisji Parlamentu, oraz austro-węgierski minister spraw zagranicznych, hr. Czernin, w komisji spraw zagranicznych Delegacji austriackiej. Obydwie mowy poruszyły także z natury rzeczy sprawę polską.

I tak oświadczył hr. Hertling, odpowiadając na trzynasty z pośród warunków pokojowych, sformułowanych przez prezydenta Wilsona, co następuje:

Nie *Entente* a, która dla Polski miała zawsze tylko cześć słowa i przed wojną nie interwenjowała nigdy na jej korzyść wobec Rosji, lecz Rzesza niemiecka wraz z Austro-Węgrami uwolniła Polskę od rządów carskich, które przesładowały jej charakter narodowy. To też prosimy zostawić Niemcom, Austro-Węgom i Polsce troskę o przyszły ustrój tego państwa, w myśl pertraktacji i oświadczeń roku minionego. Jesteśmy całkowicie na dobrych torach, by dopiąć celu.

Hr. Czernin mówił w dwóch miejscach o Polsce. W pierwszej części swej mowy, dotyczącej pertraktacji w Brześciu Litewskim, oświadczył austro-węgierski minister spraw zagranicznych, co następuje:

Co się tyczy Polski, której granice nie są zresztą jeszcze ściśle określone, nie chcemy nic zgoda od nowego państwa.

Ludność polska ma swobodnie i nie podlegając żadnym wpływom zdecydować o swoim losie. Co do mnie nie przywiązuję żadnej specjalnej wagi do tego, w jaki sposób się Polska wypowie w tym względzie, ale decyzja jej będzie mi się tym bardziej podobała, im dokładniej będzie obrazem woli większości narodu, gdyż żyję sobie tylko ze strony Polski swobodnego jej postanowienia.

W pragnieniach Polski widzę tylko gwarancję trwałej harmonii i niezmiennie jestem przeświadczony o tym, że kwestja polska nie powinna ani o dzień jeden opóźnić pokoju. Jeżeli po zawarciu pokoju Polska będzie chciała przyjść do nas, przyjmijmy ją chętnie. Sprawa Polski nie może stać się niebezpieczną dla pokoju i nig się też nie stanie.

Rząd austriacki godził się chętnie na udział Polski w rokowaniach pokojowych, gdyż Polska jest państwem niepodległym, ale ponieważ rząd rosyjski nie uznaje obecnego rządu polskiego za odpowiedni do przemawiania w imieniu swego kraju, przeto nie nastawaliśmy na to, aby nie stworzyć nowego zatargu.

Sprawa ta jest niewątpliwie ważna, ale ważniejszym jeszcze z pewnością jest usunięcie wszelkich trudności, które mogłyby opóźnić ukończenie rokowań.

W drugiej części swych wywodów, w odpowiedzi prezydentowi Wilsonowi, oznajmił hr. Czernin:

Jesteśmy także zwolennikami stworzenia niepodległego państwa polskiego, obejmującego wszystkie ziemie, których ludność jest bezspornie polską. I na tym punkcie, sądzę, porozumieję się szybko z p. Wilsonem.

Na pierwszy rzut oka odnosi się wrażenie, jakoby zachodziła w oświadczeniach o Polsce sternika politycznego Rzeszy niemieckiej oraz przedstawiciela Austro-Węgier różnica zasadnicza. Tymczasem, w rzeczy samej, zachodzi różnica tylko w tym, że hr. Hertling odpowiedział Wilsonowi: « To nasza, a nie wasza sprawa »; podczas gdy hr. Czernin, zważywszy, że Austro-Węgry z siłą wszystkich pragną pokoju, uprzednio zapraszał i zachęcał: « Porozumiemy się szybko ».

Ale na jakiej to podstawie ma nastąpić porozumienie w sprawie polskiej? Niby to na podstawie wysuniętej przez Wilsona formuły, że Polska ma obejmować wszystkie ziemie z ludnością « niezaprzeczalnie » czy « bezspornie » polską. Szkoda, że hr. Czernin ziemiami zaboru austriackiego nie zilustrował tej zasady i nie oświadczył jasno, czy godzi się na przyznanie Polsce Galicji oraz Śląska Cieszyńskiego. Co do zaboru pruskiego nie poszedł przedstawiciel Austro-Węgier w praktyce w kierunku intencji Wilsona, lecz stanął na gruncie polityki niemieckiej. Kilka bowiem chwil przed wypowiedzeniem elastycznego frazesu o « wszystkich ziemiach z ludnością bezspornie polską », oświadczył hr. Czernin kategorycznie: « Będziemy posiadłości, które do sprzymierzeńców naszych należały przed wojną, bronili, jak naszych własnych », — « do upadłego ». I wskazał przytem hr. Czernin specjalnie na posiadłości niemieckie. Znaczy to, że rząd wiedeński nie uznaje zaboru pruskiego za ziemie « z ludnością bezspornie polską », choć to najstarsze ziemie polskie i choć one — mimo całego piekła eksterminacyjnej polityki pruskiej — nawet według tendencyjnej rządowej statystyki, zachowały przewagę ludności polskiej. Stwierdzamy przeto, że w sprawie zaboru pruskiego, hr. Czernin stanął na tej samej podstawie, co hr. Hertling, to zn. na podstawie « nienaruszalności Rzeszy niemieckiej i godności niemieckiej ojczyzny » oraz « niemieckich interesów żywotnych ».

Co do samego Królestwa Polskiego, wyraził się hr. Czernin bardzo przyjaźnie: « Nie chcemy nic zgoda od nowego państwa ». Hr. Czernin jest też przeciwny wywieraniu jakiegokolwiek nacisku na ludność Królestwa. « Jeżeli — powiedział — po zawarciu pokoju polska będzie chciała przyjść do nas, przyjmijmy ją chętnie ». Jest rzeczą widoczną, że austro-węgierski minister spraw zagranicznych nie chce z dwóch przyczyn forsować sprawy unji Polski z Austrią: raz z obawy, by to nie oddaliło terminu pokoju odrębnego z Rosją oraz pokoju powszechnego z Aliantami, powtóre w świadomości, że takie forsowanie musiałoby w Polsce wywołać skutek odwrotny od pożądanego. Sternicy polityki austro-węgierskiej budują na niepomahowanym pragnieniu Polaków zjednoczenia swych ziem, rachują na to, że Polacy będą gotowi okupić przyłączenie Galicji do Królestwa zgodą na unję personalną z monarchją habsburską. Czas, wszakże usłyszeć prawdę jasno i wyraźnie, czy Austria gotowa będzie wydać Polsce całą Galicję oraz Księstwo Cieszyńskie, chociaż unja szans mieć nie będzie. Jeżeli Austria zaprzęda zabór pruski Niemcom, niechaj przynajmniej w sprawie własnego zaboru zobowiąże się do pełnej restytucji. Dotychczasowa decyzja decydującego i jasnego jeszcze nie usłyszeliśmy.

Lecz powróćmy na chwilę do oświadczenia hr. Hertlinga. Jest rzeczą Aliantów odpowiedzieć na zarzut, że mieli oni dla Polski zawsze tylko cześć słowa i nie interwenjowali przed wojną na rzecz Polski wobec Rosji. Tu stwierdzić należy, że jeżeli chodzi o politykę berlińską, to miała ona w sprawie polskiej na politykę petersburską zawsze wpływ jak najgorszy i dla nas jak najszkodliwszy, zarówno przed wojną, jak po jej wybuchu. Do wniosku zaś hr. Hertlinga, że ponieważ Niemcy i Austro-Węgry wyhawili Królestwo Polskie od rządów carskich, przeto one tylko wraz z Królestwem porozumieć się powinny co do jego przyszłego ustroju, — do tego wniosku zrobić może Alianci dodatek: A my chcemy zabór pruski wyhawić od pruskich gwałtów, a zabór austriacki od austriackich intryg.

Polacy zaś rzekną: Zawsze zwalczyliśmy dążenia, zmierzające do zepchnięcia sprawy polskiej do roli sprawy państw rozbiorowych, czy jednego z nich. Tym

mniej myślimy dzisiaj przyznać pod tym względem przywilej wyłączny Niemcom i Austro-Węgom. Zagadnienie polskie jest jednym z największych zagadnień europejskich. Za właściwe forum, które o nim rozstrzygnie ostatecznie i miarodajnie, uznajemy wyłącznie powszechną konferencję pokojową, w której zasiadać będą także przedstawiciele naszego narodu.

DZIAŁALNOŚĆ NASZYCH "DEMOKRATÓW"

w świetle dokumentów tajnych.

Wśród tajnych dokumentów dyplomatycznych Piotrogrodzkiego ministerjum spraw zagranicznych, opublikowanych przez Trockiego, ogłoszony został dnia 4 grudnia r. z. dokument, bezpośrednio sprawy polskiej dotyczący. Dokument ten jest bardzo późnej daty — 31 paź iżniernika, na tydzień przed bolszewickim przewrotem.

Przypomnijmy, że z poprzednich dokumentów wynikało, że za carskich czasów sprawa polska nie była w poufnych dokumentach prawie wcale wspominana. Pośrednio dotyczyło jej zadanie Sazonowa z 9 marca roku 1916, aby Rosja miała wolne ręce w ustanawianiu swojej granicy zachodniej, zadanie, na które przez cały rok nie było żadnej odpowiedzi, i na które zgodził się wreszcie Briand w chwili, kiedy tron carski był już w gruzach (Telegram Izwołskiego z dnia 11 marca 1917 r.).

Niewątpliwie sprawa polska była nieraz przedmiotem ustnych omówień pomiędzy ministerjum rosyjskim, a ambasadorami. Tak musiało być po aktach listopadowych niemieckich, po formule stürmerowskiej, przed wydaniem rozkazu carskiego do armji i floty i odpowiedzią na notę Wilsona, przed wydaniem rosyjskiej proklamacji o niepodległości Zjednoczonej Polski, przed zbiorowym wreszcie wystąpieniem ambasadorów na uroczystości Kościuszkowskiej w Piotrogradzie. W aktach, które rozporządza Trockij, niema jednak niczego, co by się do tego odnosiło. Koalicja najwidoczniej unikała wszelkich « poufnych » formalnych pertraktacji z Rosją w sprawie polskiej.

Pierwszy « poufny » dokument, depesza rosyjskiego pełnomocnika w Londynie do p. Tereszczenki, wywołany został akredytywą Komitetu Narodowego Polskiego w Paryżu przez Francję i Anglię (15 paź.) Jak widzimy z dokumentu, ambasador angielski udzielił p. Tereszczence w tej mierze ustnych wyjaśnień, równocześnie p. Balfour, lub którykolwiek z jego najbliższych współpracowników, rozmawiał w tym przedmiocie z pełnomocnikiem rosyjskim. Z tej rozmowy właśnie zdaje sprawę poufna depesza, odcyfrowana na trzy dni przed ostatnią katastrofą Piotrogrodzką (7 listopada) i przed uwięzieniem p. Tereszczenki.

Oto brzmienie tego wysoce interesującego dokumentu, dowodzącego, że sprawa polska miała być po raz pierwszy szczegółowo i konkretnie omawiana na konferencji koalicyjnej w Paryżu, na którą wybierał się osobiście p. Tereszczenko:

Odcyfrowana 4 listopada. Tajna depesza pełnomocnika w Londynie z d. 18 (31) października 1917 r. № 891.

Droga poufnej rozmowy wyjaśnił stosunek tutejszego ministerjum spraw zagranicznych do polskich organizacji, i w uzupełnieniu wiadomości, którą Panu zakomunikował wielko-brytyjski Poseł z powodu stosunków ministerjum spraw zagranicznych z grupą Dmowskiego, mogę dodać co następuje:

Zgodnie także z komentarzem tutejszego ministerjum różnica w programach Dmowskiego i Lednickiego polega

na tym, że Dmowski dobija się zjednoczonej, niezawisłej Polski ze stanowczym warunkiem wyjścia na morze; Lednicki zaś, o ile można zrozumieć z dochodzących do Anglików oświadczeń jego stronników (jedynomyslników), zadawał się połączeniem rosyjskiej Polski z austriacką zostawiając otwartą kwestję Poznańskiego. Anglicy sądzą, że urzeczywistnienie programu Dmowskiego przedstawia bardzo poważną rekojmie rozwoju Polski na podstawach narodowych i wyswobodzenia jej od gnębiącego i wszechstronnego nacisku centralnych mocarstw i dlatego bardziej odpowiada interesom Rosji i jej sojuszników. Z Dmowskim i Sobańskim tu już wytworzyły się osobiste stosunki i Anglicy im ufają, ale równocześnie bynajmniej nie są skłonni przyjmować tezy Dmowskiego, jako wyrażenie pretensji (prilazani) całej rosyjskiej, a tym bardziej zjednoczonej Polski. Mój rozmówca wyraził się tak: «Bylibyśmy zupełnie gotowi wysłuchać politycznej platformy grupy Lednickiego, ale te osoby, któreją tutaj tłumaczą nie budzą w nas zaufania» (Nie wnoszą nam dowierza). Wobec doszły do mnie przez tutejsze ministerium spraw zagranicznych doniesienie o prawdopodobieństwie przyjazdu Pańskiego w możliwie niedługim czasie, sądzę, że byłoby celowym odłożyć bardziej szczegółową wymianę opinii między sojusznikami w kwestji polskiej do tej chwili.

(Podpis) Nabokow.

«Ujawnia się w ten sposób publicznie to — pisze z tego powodu piotrogrodzki *Dziennik Polski* — o czym wszyscy wiedzieliśmy dokładnie od listopada 1916 roku, a czemu najuroczyściej, na użytek wewnętrzny, zaprzeczali organy p. Lednickiego, czemu zaprzeczali i sam p. Lednicki zarówno przed wyjazdem do Sztokholmu w pamiętnej rozmowie z dziennikarzami rosyjskimi, jak w swoim lirycznym przemówieniu na «akademii» politycznej, urządzonej z okazji zjazdu grup «demokratycznych» w Piotrogradzie. Ujawnia się mianowicie, że obóz, któremu p. Lednicki dawał swoją firmę, w stosunkach z mocarstwami Koalicji nie stał na stanowisku zjednoczenia Polski i «zadawał się» programem połączenia Królestwa z Galicją, co w praktycznym sensie równało się według tych, którzy ten program w Krakowie jeszcze z początkiem wojny postawili — hasłu przyłączenia Królestwa Polskiego do austriackiej Galicji. Ujawnia się wreszcie i to, że osobistości, które imieniem p. Lednickiego działały w środowiskach zachodnio-europejskich «nie budziły zaufania» w kołach politycznych Anglii i Francji, i już dla tego samego nie dodatniego dla sprawy polskiej zdziałać nie mogły. Powodów, dla których osobistości te «zaufania nie budziły» tajna depesza nie wymienia; tkwią one zapewne po części tylko w samym, «nie budzącym zaufania» programie, z jakim te osobistości występowały, a który w konsekwencji jego przeprowadzenia oddałby przyszłą Polskę pod wpływ i kuratelę imperjalistycznych mocarstw centralnych. Inne powody musiały mieć więcej związku z psychiką i «personalniami» osób, które na programie zjednoczenia Polski stanąć nie chciały».

Tajny dokument, opublikowany powyżej, stwierdza przytem raz jeszcze, że pp. Dmowski i Sobański nie występowali w Londynie jako przedstawiciele «całego Królestwa Polskiego i tym mniej wszystkich trzech zaborów, że nie podawali się za żadnych reprezentantów jakiegos emigracyjnego rządu, i że w informacjach swoich przynawali, iż w Polsce są, niestety, także inne prądy i dążenia. Nie informowali zatem rządów zachodnich błędnie, że ich tezy stanowią wyraz pretensji całego narodu polskiego, lecz tylko tego bardzo poważnego, na większości opartego obozu, grupującego się dookoła Kół Międzypartyjnych. Nic też dziwnego, że budzili zaufanie, którego żadną miarą wzbudzić nie mogli do swego sposobu przedstawiania stanu rzeczy pełnomocnicy i przedstawiciele p. Lednickiego.

Z depeszy powyższej widać jeszcze, że sympatje p. Nabokowa były po stronie p. Lednickiego i jego grupy. Tym dziwniejsze są komentarze organu byłego prezesa Komisji Likwidacyjnej, *Echa Polskiego*, które, omawiając sprawę owej depeszy, wyraziło przypuszczenie, że p. Nabokow nie umiał oddać ściśle tego, co mu w angielskim ministerjum spraw zagranicznych powiedziano, lub że nawet był wobec swego rządu nieszczerzy i świadomie mylnie go informował. Łatwo zrozumieć można jakie pobudki skłaniały *Echo Polskie* do snucia tych dziecięco-naïwnych, fantastycznych wprost przypuszczeń. Rzucił mianowicie na to światło nowy dokument, później drukiem przez Trockiego ogłoszony choć wysłany był z Londynu przed pierwszym, dokumentem będącym zarazem uzupełnieniem powyższej depeszy p. Nabokowa. Udzajemy go tak, jak go ogłosił

bratni *Echu Polskiemu* organ piotrogrodzki, *Dziennik Narodowy*, w No 71.

Oto tekst depeszy:

Odcyfrowana d. 3 listopada. Tajna depesza pełnomocnika w Londynie z d. 17 (30) października 1917 r. No 8881.

Powołuję się na depeszę Pana za No. 4707. Część druga tej depeszy doszła mi przed pierwszą i stąd pochodzi prośba moja o pozwolenie zakomunikowania jej poufnie Balfourowi. Jestem nadzwyczaj wdzięczny panu za tę informację, która dopomoże mi w stosunkach z obu grupami. Z grupą Dmowskiego moje osobiste stosunki proprowdziły się i wciąż dążyłem do tego, aby trzymać się stanowiska, które Pan zajmuje. Z drugą grupą sprawa stoi nieco inaczej. W tych dniach zwróciła się ona do mnie za pośrednictwem Zaleskiego, aby doreczyć panu protest przeciw działalności grupy Dmowskiego. Odpowiedziałem, że ustaliłem z aprobatą ministerjum zasadę niezłomną, że poselstwo nie może bez sankcji Piotrogradu być instancją pośredniczącą w partyjnych stosunkach politycznych, i że przeto prośby tej spełnić nie mogę.

Tutejsze ministerjum spraw zagranicznych wysłuchuje obu partji i widocznie zdaje sobie sprawę z ich orientacji politycznej i z różnic, które wywołują tarcia i intrygi pomiędzy obu partjami. Grupa Dmowskiego oskarża o skłonności do rozstrzygnięcia sprawy polskiej w kierunku pożądanym dla państw centralnych; przeciw grupie Dmowskiego ze swej strony wysuwane jest oskarżenie, iż dąży ona z pomocą Anglii, Francji i Ameryki do stworzenia państwa Polskiego, które zastąpi mogłoby w przyszłości Rosję jako mocarstwo zachodnio-europejskie. Niechaj pozwoli mi Pan wypowiedzieć mój pogląd osobisty. Przesadnych pretensji grupy Dmowskiego, o ile takowe istotnie są, nie mogę traktować z obawą. Wydaje mi się niewątpliwym, że przeszedłszy obecny kryzys, Rosja znajmie w rodzinie narodów europejskich przynależne jej miejsce i wyższe niż poprzednio. Zaś niepodległej Polsce sądzonym jest jeszcze wiele lat chwilać się pomiędzy dwiema orientacjami, wpływami Rosji z jednej strony, a austro-niemieckimi — z drugiej. Zaś różnice w programie polityki wewnętrznej pomiędzy Dmowskim a Lednickim są dla mnie niejasne. Wątpię, aby tutejsi mężowie stanu byli tak dobrze obznajmieni ze sprawą polską, aby mogli kategorycznie stanąć w obronie jednego programu z krzywdą dla drugiego. Sądzę, że Anglia będzie mocno przeprowadzać zasadę samookreślenia Polski, lecz bez wskazania dróg tego samookreślenia.

(Podpis) Nabokow.

Depesza powyższa ma również doniosłe dla nas znaczenie. Godnym uwagi jest zdanie p. Nabokowa, że Anglia niewątpliwie mocno nastawać będzie na prawie Polski do stanowienia o sobie. Górąją nadal w depeszy wiadomości, dotyczące stosunków wzajemnych między polskimi grupami politycznymi na emigracji. W tej dziedzinie depesza nie tylko potwierdza rzeczy znane, ale podaje wiadomość o takich, których nawet przypuścić nie byłoby wolno.

Z depeszy widać przede wszystkim, że p. Nabokow utrzymywał pewne stosunki z obydwoma grupami polskimi w Londynie t. j. z grupą p. Lednickiego i z grupą p. Dmowskiego. Z tą ostatnią stosunki były widocznie złe, skoro podał informację, że dopiero obecnie «poprawiły się».

Musiał być natomiast bardzo dobre z grupą p. Lednickiego, skoro ta nie wahała się zwrócić się do p. Nabokowa za pośrednictwem Zaleskiego z prośbą o przesłanie do p. Tereszenki «protestu przeciwko działalności Dmowskiego». Jest rzeczą prosto niesłychaną, żeby jakaś polska grupa polityczna w walce z drugą odwoływała się do rządu obcego! Fakt jest tym wstrętniejszy gdy grupa, uciekająca się do takiego niecnego środka, ośmiela się przywłaszczać sobie miano «niepodległościowej». P. Nabokow nie chciał być w danym wypadku instancją pośredniczącą i tym zapewne naraził się przyjacielom p. Lednickiego, którzy też we wspomnianym wyżej artykule *Echa Polskiego* zemścili się domysłami, że p. Nabokow bezwiednie, a może nawet świadomie p. Tereszenkę źle informował.

O cóż jednak oskarżał Dmowskiego grupa p. Lednickiego? P. Nabokow stwierdza wyraźnie, że o to, iż Dmowski domaga się stworzenia państwa polskiego tak silnego, żeby mogło w przyszłości zastąpić Rosję w przymierzu państw zachodnio-europejskich.

«Oskarżanie przed rządem obcym rodaka za to, że zbyt wiele dla Ojczyzny swej pragnie osiągnąć, i że z interesami tego obcego rządu przy tym się nie liczy — jest tak potworne, — pisze z tego powodu w moskiewskiej *Gazecie Polskiej* p. Jan Hłasko — że ci, którzy się czegoś podobnego dopuścili, o ile oczywiście nie dowiodą niezłomnie swej niewinności, powinni być niezwłocznie ze społeczeństwa polskiego wyrzuceni i uznani za ludzi, którzy część obywatelską utracili. Ponie-

waż p. Lednicki nigdy nie wypierał się swej grupy w Londynie, i obecnie przeciw niecnemu jej robocie nie zaprotestował, więc i nad nim ciąży dotąd oskarżenie o współwinę. Społeczeństwo polskie, w którym p. Lednicki usiłuje odegrywać rolę kierowniczą, zażądać musi od niego kategorycznych wyjaśnień, któreby nie pozostawiały nawet cienia wątpliwości».

SPRAWA ARMJI POLSKIEJ W ROSJI

Formacja Polskich Sił Zbrojnych.

Dziennik Polski z d. 27 listopada umieścił komunikat następujący:

Szefsztabu Wodza Naczelnego, telegramem za No 13.169, zarządził przenoszenie wszystkich żołnierzy Polaków, żyjących sobie tego, z oddziałów rosyjskich do Korpusu Polskiego. Wobec tego w każdym z oddziałów rosyjskich należy wykonać spis wszystkich znajdujących się w nim Polaków i jeden egzemplarz spisu w języku rosyjskim wręczyć bezpośrednio zwierzchności wojskowej, np. dowódcy pułku, a drugi w języku polskim przesłać pocztą do sztabu Korpusu Polskiego, adresując: Mińsk, Sztab Korpusu Polskiego. Spis winien być dokonany z wymienieniem imienia, nazwiska, rangi i specjalności (np. kucharz, stelmach i t. p.) i zaopatrzony ogólnym nagłówkiem ze wskazaniem armji, korpusu, pułku, kompanji (roty), z której żołnierze pragną przejść do Korpusu Polskiego. Do spisu wręczanego zwierzchności rosyjskiej należy dołączyć podanie podpisane przez wszystkich, życzących sobie przeniesienia, z powołaniem się na telegram Szefa Sztabu Wodza Naczelnego (telegram «*Naszstawierch*») za No 13.169.

Wojska Polskie a zamieszanie w Rosji.

Ruskiya Wiedomosti z dnia 9 grudnia zamieściły poniższy telegram z Mohylowa:

«Dowódca Korpusu polskiego, generał Dowbór-Muśnicki, wydał rozkaz, w którym stwierdza, że zamieszki, rozlew krwi, brak silnej władzy i faktyczne wielowładztwo wytwarzają dla wojsk polskich sytuację ryzykowną, gdyż w tych warunkach trudno utrzymać się w pozycji neutralnej, zwłaszcza gdy cierpi na tym i skazany jest na ciężką dolę naród polski. Gen. Dowbór rozkazuje tedy wojskom polskim aby:

- 1) Nie wahały się przed użyciem broni dla obrony obywateli Polaków;
- 2) Zmieniały miejsce pobytu jedynie na jego rozkaz, wyłącznie dla obrony interesów polskich;
- 3) Wszelką próbę przeszkodzenia tym przesunięciom traktowały, jako zamach na wolność Polaków, i przeciwstawiały jej siłę.

«Polacy, — kończy gen. Dowbór — od lat przeszło trzech przelewając swą krew w szeregach armji rosyjskiej i biorąc wspólnie z Rosją udział w walce z nieprzyjacielem, mają zupełne prawo wymagać aby Rosja udzielała im całkowite pomocy, i poparcia pod każdym względem, ponieważ wśród narodów, które w Rosji ucierpiały z powodu wojny światowej Polacy zajmują pierwsze miejsce». W związku z tym Krylenko wezwał dzisiaj telegraficznie Dowbora-Muśnickiego i w rozmowie z nim w ostrych słowach rozkazał mu zastosowanie odpowiednich środków celem wprowadzenia do polskich oddziałów Komitetów i zasady wyborczej w polskim Korpusie; nakazał też dopuszczanie dalszych formacji dopiero wówczas, gdy pułki polskie skoncentrują się w okręgu Rohaczew-Słuck. Gen. Dowbór natomiast podkreślił neutralność wojsk polskich i ich samodzielność. Podług ostatnich wiadomości żołnierze polscy przybywają z różnych oddziałów; organizacja nowych formacji odbywa się automatycznie. Dla wprowadzenia zaś Komitetów i zasady wyborczej niezbędna jest aprobatą polskich żołnierzy, tej zaś niema.

Legja Polskich Podchorążych.

Dla uratowania tak cennego elementu, jakim są polscy podchorążowie armji rosyjskiej, postanowiono utworzyć w Rosji «Legję Polskich Podchorążych». Za aprobatą Nacz. Pol. Kom. Wojskowego, Komisja Organizacyjna Legji wydała odezwę następującą (*Gazeta Polska*, 5 grud.):

KOLEDZY!

W chwili obecnej, gdy cała Rosja objęta jest pożarem bezładu i anarchji, gdy naród rosyjski traci resztki swych sił w partyjnych bratobójczych starciach — my, Polacy wojskowi, winniśmy niezwłocznie zespolić dotąd rozbite swe siły, stanąć ramie przy ramieniu dla pracy

i walki o swoje ojczyste ideały, o całość i niepodległość Polski.

W tym celu wzywamy młodzież wojskową polską do wstępowania do istniejącej Polskiej Siły Zbrojnej.

Równocześnie, mając na względzie ułatwienia « junkrom » (podchorążym) Polakom dalszego kształcenia się w kierunku wojskowym Naczelny Polski Komitet Wojskowy formuje przy korpusach polskich oddzielną « Legję Podchorążych » na zasadach następujących:

1. « Legja Podchorążych » jest oddzielną jednostką wojskową przy 1-ym Korpusie Polskim;

2. « Legja » składa się z wszystkich rodzajów broni (piechota, artylerja, inżynierja, kawalerja);

3. Program zajęć w « Legji » będzie dostosowany do szkół wojskowych i opracowany przez władze wojskowe polskie;

4. Naczelny Polski Komitet Wojskowy przedsięwzięnie kroki, aby po ukończeniu całego kursu, członkowie Legji mogli być awansowani na oficerów formacji polskich.

Zgromadzenie wszystkich junkrów — Polaków, dotąd rozproszonych i ginących dla obcej nam sprawy, da możność wytworzenia silnej, idealnej placówki, stojącej na straży własnych narodowych interesów, rycerskiej tradycji i wiedzy wojskowej.

Koleżdy! Obowiązują nas jedynie solidarność polska. W dniu dzisiejszym każdy Polak winien stanąć pod własnym sztandarem.

Czas nagli! Jutro jest niepewne, więc śpieszmy w imię Ojczyzny.

Rozkazy Krylenki i Podwojskiego w sprawie Polskiej Siły Zbrojnej.

Izwiestja z dnia 12 grudnia ogłosiły następujące rozkazy:

1. Rozkaz Zwierzchniego Głównodowodzącego No 11, d. 6 grudnia 1917 r.

Pierwszy Polski Korpus ma przystąpić natychmiast do wyboru pułkowych i korpusowych komitetów według narad deklaracji Rady Komisarzy Ludowych w sprawach wojskowych i morskich.

Podpisał: Zwierzchni Głównodowodzący: KRYLENKO.

2. Rozkaz No 10 Wydziału Wojskowego, d. 6 grudnia 1917 r., Piotrogród.

§ 1. Głównodowodzący frontów, sztabów, zarządów armji i wojskowych okręgów mają przyjąć do niechybnego wypełnienia, że polecenia, rozporządzenia i rozkazy Naczelnego Polskiego Komitetu nie podlegają wykonaniu przez organy rewolucyjnej armji Rosyjskiej Republiki.

§ 2. Kasuje się Komisja dla formowania polskich oddziałów wojskowych, znajdującą się w obecnym czasie pod przewodnictwem generała Osinkowskiego (sic!).

Podpisali: Ludowy Komisarz do spraw wojskowych: N. PODWOJSKI.

Towarzysze Ludowego Komisarza do spraw wojskowych: LEGRAN, K. MIECHANOSIN.

Dziennik Polski pisze z tego powodu:

« Powyższe rozkazy datowane są w dniu 6 grudnia, a więc w dniu, w którym parlamentaryjusze Komisarzy Ludowych ponownie udali się do Brześcia. Związek pomiędzy polityką Komisarzy Ludowych wobec polskich sił zbrojnych, a rokowaniami w Brześciu jest coraz bardziej rzucający się w oczy. Z daty rozkazów jest widocznym, że zapadły one w wigilję dnia, w którym na ulicy Siergiejewskiej obradowała polska Lewica Wojskowa i powzięła swoje « uchwały ». Rozkazy nie mogły nie być znane Komisarzowi dla Spraw Polskich. To zgromadzenie « lewicy », zwołane a posteriori, nabiera w tym świetle zupełnie zastanawiającego charakteru ».

Protest Polaków przeciw rozkazowi Krylenki.

Pisma polskie w Rosji umieściły następujący protest:

W No 239 Izwiestji Centr. Kom. Woj. czytamy rozkaz wodza naczelnego za No 11, który mówi o reorganizacji korpusów polskich podług zasad deklaracji Rady Komisarzów Ludowych dla spraw wojennych i marynarki, a rozkaz za No 19 znosi komisję do formowania oddziałów polskich.

Przed wydaniem takiego rozkazu trzeba było nam odpowiedzieć na następujące pytania:

1) Czy uznajecie panowie wydziałowe wojskowych Polaków z armji rosyjskiej w oddziały wojskowe, t. j. to rozporządzenie, które sami panowie ogłosiliście?

2) Czy uznawane jest samookreślenie narodów?

Jeżeli tak, to dla czego uważacie za potrzebne wtrącanie się w życie wewnętrzne polskich organizacji wojskowych? Dla czego Ukraina ma prawo na formowanie takich oddziałów i do jej życia wewnętrznego nie wtrącają się ci, którzy rozkazy te wydają? Czy to nazywa się samoo-

kreśleniem narodów, gdy ręka krwią bratnią zbryzgana bierze za gardło i dusi wówczas, kiedy inny naród chce żyć własnym życiem wewnętrznym i swymi tradycjami historycznymi?

Cóż to, czy powraca dawna carska reakcja, która jedną ręką daje to, co drugą zabiera?

Więc to wszystko są tylko słowa, puste frazesy i kłamstwo! Tego nie może dopuścić naród rosyjski! My się do was nie wtrącamy i nie chcemy się mieszać; prosimy was zostawić nas również w spokoju i nie zabierać nam tego, co jest jedynie naszą własnością!

Związek Wojskowych Polaków garnizonu gaczyńskiego.

MALARSTWO POLSKIE

Album, zawierające 50 pięknych reprodukcji kolorowych dzieł najlepszych współczesnych malarzów naszych, wykonanych w drukarni artystycznej p. I. Lapiny, jest do nabycia w *Polonii*. Kolekcja, z tekstem objaśniającym i wstępem (po polsku i po francusku) pióra T. Jaroszyńskiego, kosztuje **franków 110**.

SOCJALIŚCI AUSTRIJACCY A POLSKA

Dwa są motywy, które wiedeńskimi socjalistami w sprawie polskiej kierują — czytamy w *Naprzodzie* z dnia 16 z. m.

Jeden z tych motywów jest wszelkiego uznania godny: oto pragną oni jaknajprędzszego zakończenia wojny i w tym celu starają się usuwać wszystko, co by za przeszkodę do zakończenia wojny uważane być mogło. Obawiają się oni, że osadzeniu Habsburgów na tronie Polski sprzeciwi się Koalicja, i że to może wojnę przedłużyć. Obawy te jednak są płonne, bo ze strony Rosji rewolucyjnej niczego się przecie w tej sprawie lękać nie należy, a Anglja i Francja doprawdy nie mają do gadania w tej kwestji i z pewnością sobie o takie czy inne załatwienie sprawy polskiej, dalszych krwawych guzów nabijać nie będą.

Drugi motyw wiedeńskich socjalistów jest zupełnie odmiennej natury, a on właśnie jest decydujący. Mianowicie załatwienie sprawy polskiej w myśl układu berlińskiego przynosi połączenie przynajmniej dwóch dzielnic Polski, Królestwa i Galicji, w państwo polskie, i o tyle bliższe jest ideałowi niepodległości Polski, niż utworzenie państewka z samego Królestwa. Unja personalna z Austrią ma dla Polaków tę właśnie korzyść, że umożliwia połączenie Galicji z Królestwem. Ale to właśnie nie podoba się Niemcom austriackim, przywykłym do traktowania Galicji jak swojej kolonji.

Stanowisko takie, zrozumiałe u fabrykantów i hurtowników wiedeńskich, bardzo dziwnym musi się wydać u socjalistów wiedeńskich. A jednak w tym tkwi jądro sprawy dla wiedeńskich socjalistów: nie chcą oddać Galicji, tej « kolonji » wiedeńskich kapitalistów! To bardzo, jako na socjalistach osobliwe stanowisko, uzasadnia *Arbeiter Zeitung* (Nr. 310 z niedzieli 11 b. m.) dosłownie w następujący sposób:

« Kraj Galicja, który od przeszło stulecia należy do Austrii zachodniej, przez ten czas zrósł się z nią tysiąckrotnie, wprawdzie nie kulturalnie, ale gospodarczo, społecznie i komunikacyjnie. Austrija zachodnia ma bardzo realne interesy w Galicji, a Galicja w Austrii zachodniej. Ze studium dziesięcioletniej wspólnoty państwowej wyrosła daleko idąca wspólnota państwowego majątku i długów państwowych (!). Co jednak najważniejsza, to zaopatrzenie Austrii zachodniej w środki żywności, drzewo, naftę i sól, i nawzajem zaopatrzenie Galicji w wytwory pracy przemysłowej, uzupełniały się dotychczas ku obopólnej korzyści ».

Wiedeńczycy powiadają, że ku « obopólnej korzyści », my zaś twierdzimy, że tylko ku ich korzyści, a na niekorzyść Galicji. Traktowali bowiem Galicję, jako rynek zbytu dla swojego przemysłu i starali się uniemożliwić wszelki rozwój przemysłowy w tej swojej « kolonji ».

A teraz całkiem wyraźnie powiadają — i to socjaliści! — że nie chcą się pozbyć śpichlerza i tej kolonji, jaką Galicja stanowi dla Austrii zachodniej. Chcą dalej wyzyskiwać Galicję.

Jak za socjalistów bardzo piękny argument. A gdzie prawo narodów do stanowienia o sobie (« *Selbstbestimmungsrecht* »!) i te wszystkie piękne hasła wolnościowe, które wy uważacie widocznie tylko za odświeżone frazesy, nie obowiązujące was w praktycznej polityce, a mające wam służyć jedynie do nadawania sobie w oczach robotników w pozornej wygładzie ludzi zasad!

Na wszystkich się już zresztą *Arbeiter Zeitung* — choć z ciężkim sercem — zgodziła, byleby Galicja, czy Polska z Galicją, czy Polska z Galicji i Królestwa złożona, pozostała przynajmniej w gospodarce niewoli wiedeńskich fabrykantów i spekuantów, byleby jej « nie oddzielała granica cłowa i nie podrażała surowca (polskiego) i skąpego chleba powszedniego ».

O to idzie! Wyłazi sztych z worka! Stąd to owo udane oburzenie wiedeńskich katonów na « tajną dyplomację », która, nie pytając się ich, załatwiła w Berlinie sprawę polską korzystnie dla Polaków!

« Prawo stanowienia o sobie » przyznałaby zatem *Arbeiter Zeitung* w ostateczności — tylko prawa stanowienia o własnych ciałach, prawa stwarzania własnego przemysłu przyznać nam nie chce!

I ten brutalnie nagi interes kapitalizmu austriackiego obłudnie się osłania pięknie brzmiącymi frazesami, pozornie strasznie radykalnymi. W rezolucji, uchwalonej w ubiegłą niedzielę przez pokojowe zgromadzenie wiedeńskiej socjalnej-demokracji, żąda się « zupełnej » niepodległości Polski, żeby nie było nawet cienia pozoru połączenia politycznego z Austrią. Brzmi to bardzo « wolnościowo », — czyż nie? Ale jest to poprostu obtuda, za którą kryje się brutalne « nie chcemy oddać Polsce Galicji ». « Zupełna » niepodległość Polski, jakiej rezolucja owa żąda, znaczy tylko niepodległość Królestwa bez Galicji!

Galicja jest częścią Polski i do niej ma należeć. Skoro da się osiągnąć tylko przez unję personalną z Austrią, to z chęcią i na to się godzimy, bylebyśmy byli połączeni z Polską. A jeżeli my się na to godzimy, to nie mają w tej sprawie nic do gadania socjaliści wiedeńscy, bo przecie zasady socjalistyczne przyznają narodom prawo stanowienia o sobie, a nie jednym narodom stanowienia o drugich!

Ale wśród niemieckich socjalistów w Austrii biorą górę bardzo szowinistyczne prądy. Niedawno, konferencja niemieckich socjalistów Moraw i Śląska uchwaliła, że na wschodnim Śląsku, o przynależącej większości polskiej, rządzić ma znikoma mniejszość niemiecka, a teraz wiedeńscy socjaliści nie chcą Galicji wypuścić z czulej opieki wiedeńskich kapitalistów.

Chcemy Polski, chcemy, żeby Galicja należała do Polski — i dlatego radośnie witamy układ berliński (z dnia 5 list. 1917), a o pozwolenie nie będziemy pytali ani wiedeńskiego parlamentu, ani wiedeńskich socjalistów!

(Ostatnie zdanie jasno wykazuje zmianę, która zaszła w sferach socjalistycznych polskich w Galicji. Stali się oni nagle « realistami » i, aby ułatwić zawarcie pokoju, gotowi są zrezygnować, czasowo przynajmniej, z Poznańskiego, z Gdańska i z polskich obszarów Litwy i Rusi. Nie rozumieją oni, że dziś największą i najlogiczniejszą mądrością polityczną jest żądać Polski całej, a nie zrezygnować przedwcześnie z całych powincji. — Przyp. red. *Polonii*.)

NOWINY Z ZIEM POLSKICH

— Deklaracja Polaków litewskich.

Polacy litewscy wystali z Wilna, w dniu 21 grudnia roku zeszłego, do sekretarza stanu w urzędzie spraw zagranicznych, von Kühlmanna, deklarację następującą:

« Jako przedstawiciele połączonych polskich politycznych partji Litwy, mamy zaszczyt, że względu na rozpoczynające się układy pokojowe, wyrazić Waszej Ekscelencji życzenia ludności polskiej naszego kraju. Pozwalamy sobie przytem powołać się na proklamowaną podstawę przez związkowe rządy państw centralnych, jakoteż rząd rosyjski, że póki będzie zawarty bez aneksji, i że narodom w krajach okupowanych służyć będzie prawo decydowania o swoich losach.

« Dążeniem polskiej ludności Litwy jest, aby całe terytorium okupowane Litwy historycznej, po zawarciu pokoju, było niezależne od obu prowadzących wojnę mocarstw.

« Wyrażamy nadzieję, że życzenie te przy układach pokojowych uwzględnione zostanie.

Przedstawiciele połączonych polskich partii Litwy: Marjan hr. Broel-Plater, Konrad Niedziałkowski, Witold Abramowicz, Ludwik Chomiński, Bronisław Umiasztowski i dr. Witold Węśławski.

— **Konfiskata « Placówki » Prusa.**

Z Warszawy donoszą do *Głosu Narodu* z dnia 24 grudnia:

Na podstawie tajnego zarządzenia niemieckiej cenzury w Warszawie, została we wszystkich księgarniach skonfiskowana « Placówka » Bolesława Prusa. Wydział prasowy nakazał wszystkie egzemplarze « Placówki » usunąć i zagroził księgarzom surowymi karami.

— **Powitanie proklamowania niezawisłości Polski przez parlament węgierski.**

Kurjer Codzienny z dnia 31 grudnia r. z. pisze co następuje:

Dziś ogłoszono sprawozdanie zagranicznej komisji Delegacji węgierskiej o exposé ministra spraw zagranicznych. Stwierdza ono zadowolenie rozpoczęcie rokowań rozejmowych z Rosją, a dalej wita proklamowanie Polski samodzielnym królestwem i w sprawie tej tak daleko mówi:

« Zawarcie pokoju z Rosją nie stoi też na przeszkodzie to, że Austro-Węgry i Niemcy proklamowały zajęcie przez nie Królestwo Polskie aktem z 5 listopada 1916 r. samodzielnym, konstytucyjnym państwem i przez to wykluczyły wielki obszar z faktycznego stanu posiadania rosyjskie go państwa.

« Decyzja ta, tak ważna historycznie, nie sprzeciwia się naszym celom pokojowym, a rząd rosyjski nie może odmówić jej uznania, tym bardziej, że odpowiada ona postawionej przez przedstawicieli państwa rosyjskiego zasadzie stowienia narodów o samych sobie.

« W zgodzie z oświadczeniem tak parlamentu, jak i rządu, komisja parlamentu węgierskiego, powołana do obrad nad wspólnymi sprawami, wita z wielką radością i sympatią odbudowanie samodzielnego Królestwa Polskiego w przekonaniu, że braterskie stosunki, które naród polski i węgierski łączyły w przeszłości, odżyją znów z chwilą powstania Królestwa Polskiego.

« Naturalnie stawiamy żądanie, aby organizacja nowego samodzielnego Królestwa Polskiego była przeprowadzona w taki sposób, iżby z niej nie wynikały żadne szkodliwe następstwa dla konstytucji monarchii i dla tego dualistycznego stosunku równości, który właśnie w tej wojnie okazał się fundamentem monarchii.

« Delegacja, ze względu na odmowne stanowisko nieprzyjacielskich państw zachodnich, zgadza się na oświadczenie ministra, że nie pozostaje nam nic innego, jak zmusić naszych nieprzyjaciół do pokoju, a ci, których zachcianki zdobywcze winne będą dalszej wojnie, będą musieli ponosić skutki swego postępowania i zapłacić odpowiednie odszkodowanie za narzucone nam ponownie ofiary.

— **Bolszewickie niebezpieczeństwo w Królestwie Polskim.**

Dziennik Lubelski z dnia 2 stycznia donosi: Z prowincji naszej dochodzą niepokojące wieści, iż osobnicy powracający do kraju z Rosji przez linie bojową przynoszą z sobą hasła dzisiejszej Rosji, które usiłują przyszczepić na grunt wsi polskiej. Poważne, odpowiedzialne żywioły obywatelskie powinny zawczasu zacząć przeciwdziałać tej groźnej fali.

— **Projekty wojskowe.**

Kurjer Poznański donosi:

Na sobotnim posiedzeniu (5 stycznia), Rada ministrów rozważała projekt ustawy wojskowej, opracowany przez specjalną komisję pod kierownictwem generała Rozwadowskiego. Projekt ten przedstawiony ma być do opinii kompetentnych kół niemieckich podczas bliskiego pobytu Rady Regencyjnej w Berlinie.

— **Uroczystość noworoczna w Warszawie.**

Jak donosi *Kurjer Codzienny* w dzień Nowego Roku odbyła się na Saskim Placu wielka uroczystość wojskowa. Generalny gubernator Beseler odczytał cesarski rozkaz do armii i floty i wygłosił następnie przemówienie, w którym oświadczył, że celem niemieckiej działalności wojskowej jest zawarcie honorowego, trwałego i dla kraju, na którego ziemi Niemcy stoją, błogosławionego pokoju. Zakończył trzykrotnie: hurra, na cześć niemieckiego cesarza,

sprzymierzeńców niemieckiego państwa i regentów państwa polskiego. Następnie gen.-gub. i niemieckie władze wymienili noworoczne życzenia z Radą Regencyjną i członkami polskiego rządu.

— **Widoczne nieporozumienie.**

Wiek Nowy (Lwów) z dnia 5 stycznia zamieszcza następujący komunikat:

« Wstępowanie ochotników do Legionów Polskich.

« C. i k. Naczelną Komendą Armii rozporządzeniem M. V. Nr. 181.409 ex P. (miejsce postoju N. K. A.) 13 listopada 1917 r., zezwoliła Polskiemu Korpusowi Posiłkowemu na przyjmowanie w swoje szeregi ochotników obywateli austriackich, nie zobowiązanych do służby w wojsku lub pospolitym ruszeniu, a posiadających wymagane uzdolnienia fizyczne.

« Bliższych wyjaśnień w sprawie powyższej udzielają na prowincji delegatury Departamentu Wojskowego N. K. N. w miastach powiatowych. Dla Lwowa i powiatu lwowskiego wyjaśnień takich udziela Delegatura Departamentu Wojskowego N. K. N., Lwów, ul. Akademicka 23, II, p., 2 schody.

Przypuszczamy, że powyższy komunikat polega na nieporozumieniu, gdyż po rozwiązaniu N. K. N. nie istnieją na prowincji delegatury Departamentu Wojskowego N. K. N., ani też we Lwowie delegatury Departamentu Wojskowego N. K. N. niema.

Po rozwiązaniu N. K. N. likwidacja zajmować się miała wyłącznie sprawą opieki legionowej.

— **Skargi na żandarmów legionowych.**

W Radzie miejskiej w Lublinie zgłosił — jak donosi *Naprzód* z d. 3 stycznia — radny Świerczewski interpelację w sprawie strzelaniny ulicznej, uprawianej przez żandarmów legionowych w pościgu za zbiegłymi ze Szczypiorna legionistami.

W odpowiedzi, wiceprezydent miasta, Szczepański, stwierdził, że żandarm Getter strzelał na ulicy Górnej, jako też parę dni później na Krakowskim Przedmieściu (główna ulica Lublina).

Magistrat uważa, że fakty te, sprawdzone całkowicie, należy zakomunikować Radzie Regencyjnej.

Po tym posiedzeniu Rady miejskiej, dnia 11 z. m., około godz. 4 popołudniu, na ulicy Foksal w Lublinie odbyła się znów strzelanina; znów żandarm legionowy strzelał do poszukiwanego legionisty.

— **Likwidacja Szczypiorna.**

Czytamy w *Dzienniku Lubelskim* z d. 3 stycznia:

« Jak donosi piórkowski *Dziennik Narodowy*, władze niemieckie postanowiły nareszcie przeprowadzić likwidację Szczypiorna, względnie obecnie już Łomży. Likwidacja ma się odbyć w ten sposób, iż wszyscy internowani mają być rozpuszczeni do domów. Ma się to stać w najbliższym czasie. W ten sposób usunięty zostałby nareszcie cień, który tyle wywoływał boleści w społeczeństwie.

Dziennikowi Narodowemu (organ N. K. N.) zdaje się, że w ten sposób cień zostanie usunięty. Być może, ale głównie dla tych, którzy czują wyrzuty sumienia za przyczynienie się do Szczypiorna. Albowiem cierpienia polskich legionistów w Szczypiornie spowodowane były głównie przez ubliżającą wprost honorowi polskiemu lojalność pewnych sfer Komendy Legionów (pułk. Zieliński, pułk. Januszajtis i inni).

— **Doniosłe przemówienie arcybiskupa ks. Kakowskiego.**

Z Warszawy piszą do *Naprzodu* z d. 6 stycznia:

Podczas przyjęcia w zamku królewskim w Warszawie, w obecności generał-gubernatora v. Beselera i wyższych urzędników niemieckich, wygłosił członek Rady Regencyjnej, arc. Kakowski, przemówienie, w którym powiedział:

« Gdybym był prorokiem, wołałbym głosem wielkim: Ocknij się naródzie polski, uderz w czynów stal. Niech gwiazda betlejemska w tym 1918 roku oświeca szlaki pochodów wyzwolenia Polski;

« Niech kapłan i wieszcz, uczony i statysta wpatrzeni w szczęśliwą gwiazdę, zbratani wspólną ideą, kroczą pod jedną chorągwią na czele narodu jednym duchem owiani, miłością ożywieni;

« Niech miasto anarchii myśli i czynu, ład i porządek w narodzie i kraju panują;

« Niech rolnik przekuje miecz na lemiesz i orze, i sieje rolę żyzną na polu głodnych.

« Niech rzemieślnik i robotnik idzie ochotnie do warsztatu i fabryki, by naga, ogołocona ojczyznę okryć szatą pracy, wysiłku i potu;

« Niech żołnierz polski uzbroi się w odwagę, gotowy przelać krew dla tadu i porządku w kraju, dla obrony granic szerokiej, wielkiej, całej, niepodległej ojczyzny polskiej;

« Niech każdy w swym zakresie, jak wszyscy w ojczyźnie, czyni, co może, a całość przy opiece Bożej sama się złoży.

« Oto życzenia, Mości Panowie, jakie Wam i całemu Narodowi składam na próg 1918 roku. Streszczam je w jednym okrzyku:

« Niech żyje Polska! »

— **Polska Partja Socjalistyczna a rokowania pokojowe.**

Kurjer Poznański z dnia 6 stycznia donosi:

« Przytoczyliśmy przed kilku dniami opinie różnych stronnictw polskich w sprawie udziału przedstawicieli państwa polskiego w rokowaniach. Polska Partja Socjalistyczna nie wzięła, jak wiadomo, udziału w zebraniu międzypartyjnym, zwołanym przez Klub Pracy Narodowej. Socjalistyczna « Jedność Robotnicza » tłumaczy to stanowisko partii socjalistycznej w ten sposób:

« P. P. S. odpowiedziała na zaproszenie, że zgromadzenie tak różnorodnych żywiołów nie może powziąć decyzji, któraby ją zadowolić mogła. P. P. S. nie widzi możliwości naradzania się w tej sprawie z grupami, które nie stoją na stanowisku całkowitej niepodległości i demokratycznej realizacji prawa stanowienia o sobie. P. P. S. domaga się jaknajrychlejszego zwołania Konstytuancy, która jedynie dać może realny wyraz naszemu stosunkowi do rokowań pokojowych.

— **Przyszłość przemysłu tkackiego w Królestwie w oświetleniu niemieckim.**

W artykule p. t. « Die Textilindustrie Polens », ogłoszonym w organie naczelnym niemieckich chemików, znajdujemy ciekawe wskazówki jak sobie Niemcy wyobrażają rozwój przemysłu tkackiego w Polsce jutrzejszej.

Autor zwraca się przeciw tym, którzy twierdzą, że Królestwo eksportowało do Rosji 90 % wytworów tkackich, i że w przyszłości, wraz ze zniknięciem tego rynku zbytu, polskiemu przemysłowi tkackiemu grozi ruina.

Całkowita wytwórczość tkacka Rosji, według urzędowych źródeł rosyjskich, przedstawiała w r. 1913 wartość 3.484 milionów marek. Wytwórczość Królestwa stanowiła w r. 1910 1/6 część produkcji rosyjskiej, wyrażała się zatem sumą 580 mil. marek.

Autor podaje tablicę zużycia wyrobów tkackich w różnych krajach obliczonych na rok i osobę. Według niej Królestwo Polskie, z 26,02 marki, mieści się pomiędzy Rosją (20,33 mk) a Austro-Węgrami (31,71 mk).

Całkowita konsumpcja Królestwa, z 12 milionową ludnością, wynosi 312 milionów mk. Stąd wnosi autor, że Królestwo zużywa 54 % własnej produkcji tkackiej, eksportuje zaś 46 %. Warunki przedstawiają się korzystniej gdy spoźdiewany rozwój Królestwa podniesie stopę konsumpcji indywidualnej.

Wreszcie wyraża autor życzenie, ażeby w przyszłym rozwoju przemysłu tkackiego Królestwa usunięte zostały « zupełnie zbyteczne » momenty polityczne.

Z wywodów tych strzegł się autor pilnie wyciągnąć jedyny logiczny wniosek. Już przed wojną, pod zaborem rosyjskim, Łódź np., ośrodek polskiego przemysłu tkackiego, miała na rynkach wschodnich poważnego konkurenta w osobie przemysłu moskiewskiego. Aby polski przemysł tkacki, jak zresztą i wszystkie inne, mógł się rozwinąć poważnie, musi ludność Polski być jaknajliczniejsza i Polska posiadać musi wolny dostęp do morza, ażeby walczyć skutecznie z konkurencją niemiecką, która jest stokróć niebezpieczniejszą od rosyjskiej, oraz ażeby otrzymywać bez utrudnień niezbędne produkty surowe. (J. H. Fr.)

Od dnia 1 stycznia 1918 roku przedpłata Polonii wynosi:

We Francji:

20 franków rocznie.
10 » półrocznie.
5 » kwartalnie.

Zagranicą:

22 franki rocznie.

Dla osób nieznających języka francuskiego, i dla których ceny te są zbyt wygórowane, wydawać będziemy oddzielnie część polską *Polonii*, na którą przedpłata wynosić będzie:

10 franków rocznie.
6 franków półrocznie.
3 franki kwartalnie.

NOWOŚCI WYDAWNICZE

— **Demokracja Narodowa.** W dwudziestolecie programu stronnictwa (1897-1917) skreślił Zygmunt Wasilewski. Piotrogród, 1917.

Pragnąc dać wizerunek ideowy stronnictwa, spełniającego w chwili obecnej bardzo ważne i odpowiedzialne zadanie, p. Zygmunt Wasilewski, były redaktor lwowskiego *Słowa Polskiego*, znajdujący się obecnie na emigracji w Rosji, skorzystał z dwudziestolecia powstania stronnictwa narodowo-demokratycznego i przygotował do druku powyższą broszurę. Jak wiadomo, zawiązek powstania N.-D. datuje od roku 1890, t. j. daty powstania związku tajnego pod nazwą *Ligi Narodowej*. Broszura ta, wydana nakładem grupy N.-D. na wychodźstwie w Rosji, jest niezmiernie ciekawa i zawiera wiele informacji co do rozwoju partii, jej działalności i wewnętrznej organizacji. Skład główny *Demokracji Narodowej* znajduje się w Piotrogradzie, w redakcji *Sprawy Polskiej* (Sapernyj per. Nº 10).

Z ZA OCEANU

— Polacy w Chile.

Hen, nad brzegami Oceanu Spokojnego, na zachodniej krawędzi Ameryki Południowej, w Santiago-de-Chile, znajduje się niewielka ale dzielna kolonia polska, której osi są rodziny Domejków, potomków s. p. Ignacego Domejki, przyjaciela osobistego Adama Mickiewicza, oraz rodziny Niedbalskich, Janiszewskich, Chmyzowskich i inne. Kolonia polska w Chile dała znać sobie i o swym przywiązaniu do kraju przez utworzenie w maju roku 1916 *Komitetu Funduszu Polskiego w Chile* (Comité de Soccorso « Pro Polonia » en Chile). Komitet ów nadsyła nam swe sprawozdanie, z którego dowiadujemy się, że do dnia 30 czerwca 1917 r. Komitet zebrał dla ofiar wojny w Polsce 31.817-44 pezów chilijskich oraz 2.000 franków. Pośród kolonijalców zebrano 3.028 pezów; wśród Chilijczyków — 753 p. W kolonjach: angielskiej — 882 p.; belgijskiej — 225 p.; francuskiej — 1.560 p.; hiszpańskiej — 256 p.; japońskiej — 15 p.; jugosłowiańskiej — 7 p. i 2.000 fr.; portugalskiej — 40 p.; włoskiej — 477 p.; syryjskiej, szwajcarskiej i t. d. — 200 p. Oprócz tego, z czystego zysku Kiermaszu Aljantów, jaki się odbył w Santiago-de-Chile dnia 1, 2 i 3 grudnia 1916 r. ofiarowano Komitetowi, jako udział przyniesiony Polsce — 24.333 p. 34 c.

W skład Komitetu wchodzi: ks. Ferdynand Domejko, p. Kazimierz Domejko, p. Róża Chmyzowska, p. Michał Chmyzowski, p. Bronisław Edward Sydow, ks. Józef Marcinek i p. Franciszek Olejnik.

Rodacy nasi założyli również w Santiago *Polskie Koło Kulturalne imienia Ignacego Domejki*. Od 1-go lipca 1916 r. do 30-go czerwca 1917 r. odbyło się w « Kole » 22 zebrania, z których 3 uroczyste, a mianowicie: 1^o Obchód rocznicy bitwy pod Grünwaldem, 2^o Obchód na cześć s. p. Ignacego Domejki, w rocznicę jego zgonu; 3^o Obchód rocznicy Konstytucji 3-go maja. Oprócz tego, d. 19-go listopada 1916 r., urządzono obchód żałobny, ze Mszą św., z okazji zgonu s. p. Henryka Sienkiewicza.

« Koło » założyło także bezpłatną « Czytelnię Wędrującą », która rozesłała do 39 miejscowości 1.497 egzemplarzy pism polskich ze Stanów Zjednoczonych i Brazylii.

Powstała również przy « Kole » Biblioteka, która, dzięki hojności rodaków ze St. Zjednoczonych, wzrosła do 280 egzemplarzy. Wypożyczono razem 169 egzemplarzy. Oprócz tego znajduje się w bibliotece 126 egzemplarzy pism ilustrowanych polskich.

« Koło » zajmowało się również propagandą sprawy polskiej. Ważny ten dział pracy, propaganda racjonalna, zwracająca uwagę Chilijczyków i cudzoziemców na sprawę polską, na siły kulturalne, polityczne i ekonomiczne Polaków, został specjalnie uwzględniony. Umieszczono w 13 pismach pierwszorzędnych, chilijskich i aljankich, 76 artykułów i informacji o kwestji polskiej, pomiędzy którymi było kilkanaście prac obszernych i bogato ilustrowanych. Dla propagandy sprowadzono również liczne dzieła, broszury i pocztówki polskich spraw dotyczących.

Z ruchu kasowego, który wynosił ogółem pezów chilijskich 1.219-60, należy nadmienić składkę na ratunek Muzeum Narodowego w Rapperswilu, w wysokości 380 pezów chil. czyli franków 522-25. Nakoniec « Koło » odebrało ogółem 175 listów, a wysłało 273.

Z PRASY

— Rozmiarowi groźnego położenia, w jakim znalazło się polskie społeczeństwo w Rosji dał wyraz p. Władysław Rabski w wyborowym feljetonie piotrogradzkiego *Dziennika Polskiego*. Pod tytułem: « *Gdzie mocny człowiek* » — p. W. R. pisze między innymi:

Gdzie wojsko polskie? Słyszycie? To słowo huczy, jak dzwon pożarowy. A z Mińska idzie sygnał za sygnałem, — nabrzmiały bólem, złowrogi. A wśród sygnałów jakaś tragiczna muzyka posępnej beznadziei. Co robić? Już spieniona fala demagogji bolszewickiej podmywa słabe bastjony polskiej samoobrony. Już gromadka ułanów krechowieckich musiała miasto opuścić, bo zaczęły zgrzytać zębami wszystkie wilki i szakale anarchji, że im przeszkadza to polskie ułanstwo, ten polski ład i porządek, to polskie « Czuj duch! » i nasze « Polska dla Polski ».

Ktoś syczy: « Zgnieść albo zarazić! ». Ktoś podjudza: « Zedrzać amantów i orły, — niech będzie jeden szynel marudera ». Ktoś krzyczy: « Wydrzeć im Polskę! Niech płyną z falą bolszewicką, niech się roztopią w maruderskiej dżicy! ».

I coraz ciemniej robi się dokoła. Co robić? We wszystkich ogniskach polskiej myśli politycznej na twarzach ludzkich osiadła troska bezbrzeżna. Gdzie wina? Czy ona jest w nas, czy po za nami, czy wszędzie? Gdzie ratunek? Z chaosu wylatują pomysły szalone. Wiruje w powietrzu sto myśli, z których każda może być dobrą i złą. Jakies drogi rozstajne... Która z nich wiedzie w przepaście, a która na szczyty? I oczy wpatrują się w dal, szukają Warszawy. Co powie kraj? Straszliwe uczucie odpowiedzialności kładzie się głazem na wszystkich piersiach. Czy wolno? Czy można? Jedna Polska tu, druga tam, a w środku mur bagietów, przez który nie sposób się przebić, aby nasz czyn miał pieczęć ojczyzny. Ktoś pojechał, chciał iść i wrócić, — nie puscili. A wypadki pędzą, jak wichry. A nasze « bez czynu » to śmierć. A nasz czyn może być katastrofą.

I w tej okropnej rozterce lud szuka swego proroka. Cała emigracja zaczyna już rozumieć, że tylko mocny człowiek może nas zbawić w tej mecie, że trzeba nam jakiegoś rządu, jakiejś ręki z żelaza, jakiegoś słowa — rozkazu, którego słuchałby wszyscy. A gdyby słuchać nie chcieli, niechaj by stało się potęgą, która zgina mądrością, która ujarzmi choćby karą, gwałtem i przemocą, która łamie i kruszy.

Nikt nie wie jeszcze, kto będzie Mojżeszem naszego tufactwa, kto lud polski wyprowadzi z niewoli egipskiej, kto go nakarmi manną w pustyni, kto źródło dobędzie ze skały? I nikt nie wie, z czego się wyłoni ta moc, jakimi pójdzie drogami i gdzie poszuka oparcia. Wśród jest tylko paląca tęsknota do mocnego człowieka i marzenie, że On z ciemnego labiryntu wywiedzie nas na drogi słoneczne.

Gdzie jesteś polski Mojżeszu, wodzu, prawodawco i dyktatorze?

Widzę dokoła wielkich patriotów i świetnych pracowników ojczyzny ale nie widzę Mojżesza.

Widzę komedjanta politycznego, który wziął w ręce lasceki magika estradowego i chciałby wmówić w lud, że gdy skinie na Morze Czerwone, to rozstąpią się fale i przepuszczą pielgrzymów, szukających Polski, ale morze wciąż szumi przed nami, a lud zdarł już maskę z twarzy szarlatana.

Widzę Kasandry ponure, umiające ostrzegać lub wróżyć złowrogi — wielki Boże! — sam czuję, że jestem tylko Kasandra.

A polski Mojżesz?

Któż jest?

Niechaj wstanie!

— Tymczasowy rząd republiki ukraińskiej w Kijowie, ogłaszając granice tego nowego państwa, włączył do niego również — na razie tylko teoretycznie — ziemię Chełmską. To nowe wysunięcie pretensji do Chełmszczyzny dało powód światnemu publicyście warszawskiemu, p. Bol. Koskowskiemu, do wystąpienia na łamach *Kurjera Warszawskiego* z d. 7 z. m. z silnym i znakomicie umotywowanym protestem.

Czym jest sprawa chełmska — pisze p. Koskowski — tego nikomu ani u nas, ani u Rosjan i Ukraińców nie potrzeba już tłumaczyć. Należy jednak przypomnieć jedno: jest to sprawa, na której przed kilku laty utknęła próba porozumienia się polsko-rosyjskiego na gruncie parlamentarnym. Eulogjusz odkrył « ziemię odwiecznie rosyjską », Stojypin rzucił rekawice, Guczkow przyklasnął robocie, a posłowie polscy, po trzyletniej walce bohaterskiej, musieli oświadczyć: « Na tym kamieniu rozbija się wszelki doraźnie możliwy *modus vivendi* między nami. »

Straszny swą potęgą fizyczną aparat państwowy carsko-rosyjski nie zdołał z ziemi chełmskiej wydobyć cech kwestjonujących jej charakter polski. Teraz pragnie to beznadziejne żądanie podjąć rząd republikański Ukrainy.

W imię czego? Etnografja jest za nami, historia za nami, zasługa kulturalna za nami, interes gospodarczy ludności miejscowej za nami, stare pergaminy za nami i nawet pojęcia o bezpiecznej granicy państwowej — za nami. Coż pozostaje chciwości ukraińskiej?

P. Kühlmann, gdy mówił w parlamencie berlińskim o hipotezie odstąpienia Alzacji i Lotaryngji, rzucił znane słowa: Nie! Nigdy! Niech nam wolno będzie powtórzyć je tutaj po adresem uroszczeń ukraińskich do ziemi chełmskiej. I czyniąc tak, jesteśmy najzupełniej pewni, że pozostajemy w zgodzie nie tylko z naszym prawem narodowym, ale również z interesami kultury i cywilizacji.

— *Krakowski Czas* z dnia 10 grudnia przyniósł pod tytułem « *Konferencja Koalicji i sprawa polska* » następujące informacje z Bernu:

« *Temps* » w artykule wstępnym z dnia 24 z. m. zajmuje się sprawą polską i zapowiada jej uregulowanie na konferencji państw Koalicji, która ma się odbyć w najbliższych dniach w Paryżu. Stara się określić, jakie stanowisko Koalicja w swoim projekcie regularcji sprawy polskiej powinna zająć. Według niego, winna naprzód uznać w zasadzie integralność polskiego państwa według formuły Wilsona. Dalej powinno nastąpić, jego zdaniem, faktyczne uznanie dzisiejszego niezawisłego Królestwa Polskiego. Zaznacza też, że byłoby rzeczą niesprawiedliwą i niepolityczną utrudniać sytuację odpowiedzialnych za politykę polską ludzi, którzy rokuja z okupantami, zwłaszcza wobec tego, że jest rzeczą niemożliwą udzielić im pomocy. O regencie Ostrowskim i premierze Kucharszewskim wyraża się bardzo pochlebnie. Koalicja powinna zażądać jedynie gwarancji niepodległości dla państwa polskiego. *Temps* uważa, że realizowanie projektu hr. Czernina co do złączenia Polski z dynastją Habsburgów byłoby poniekąd należytą pod tym względem rekojmją. Równocześnie jednak porusza projekt zwierzchnictwa papieskiego nad Królestwem Kongresowym. Po opuszczeniu militarnym Królestwa przez państwa okupacyjne, ma nastąpić polska administracja, a wreszcie samopostanowienie ludności o dalszych losach. »

Przytaczamy powyższe wywody *Czasu*, które dowodzą, jak wielkie znaczenie ma jeden artykuł wstępnego *Temps'a*, i jak wielkie wrazenie wywołać mogą w kraju mylne nawet poglądy tego pisma. Artykuł *Temps'a*, o którym mowa, inspirowany był przez pewne koła zbliżone do ambasad rosyjskiej, którym oczywiście zależy na tym, aby żądania polskie nie zostały zadośćuczynione całkowicie.

— Z powodu zwiększających się wciąż kosztów druku i papieru, a przez to niepomiarnych strat materialnych, jakie ponosić trzeba chcąc wydawać po tej stronie kordonu wojennego polską, niezależną gazetę codzienną — przestała wychodzić « demokratyczna » *Gazeta Narodowa* w Kijowie.

Pierwszy numer *Gazety Narodowej* ukazał się 8 lipca 1917 r., ostatni — 31 października tegoż roku. Wyszło wszystkich 96 numerów.

Gazeta Narodowa, jako organ « demokratyczny », szerzyła gorliwie ideę porozumienia polsko-niemieckiego, ubierając tę ideę w barwne szaty dążeń niepodległościowych narodów.

W sprawach polskich na Rusi *Gazeta Narodowa*, popierana przez Polską Centralę Demokratyczną, wylała się z pod solidarności narodowej i nie chciała uznać uchwał III Zjazdu wszystkich stowarzyszeń polskich na Rusi, ani też podporządkować się kierowniczej instytucji polskiej — *Polskiemu Komitetowi Wykonawczemu* na Rusi.

— Otrzymałmy w tych dniach Nº 48 *Jenica*, z dnia 21 grudnia r. z., tygodnika polskiego obozu jeńców wojennych w *Gardelegen*, w Niemczech. Jest to numer świąteczny. Pismo odbijane jest na hektografie, bo naturalnie nie wszystkim jeńcom danym jest posiadać własną drukarnię. Numer przedstawia się bardzo dobrze i jest niezwykle ciekawy. Znajdujemy w *Jenicy* kilka dobrze napisanych artykułów literackich, a nawet filozoficznych. Jest także rubryka « *Z Teatru* », zdająca sprawę z komedjki Bałuckiego « *Polowanie na męża* », wystawionej w obozie własnymi siłami. « *Kronika obozowa* » i « *Odpowiedzi od Redakcji* » wypełniają resztę treści tego oryginalnego pismka, które liczy jednakże 16 stron druku. Dodajmy, że w obozie *Gardelegen* znajdują się przeważnie Polacy z armji rosyjskiej. Redaktorem pismka jest p. Zygmunt Skorupski, a kierownikiem artystycznym (bo *Jeniec* jest ilustrowany pięknymi winietami), p. L. Grabowski.

Można nabyć w Administracji POLONII :

- 1) Podręcznik do nauki języka francuskiego, cena, 2 fr.; (drugie wydanie w druku).
 - 2) Album Polaków w Armii Francuskiej, cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
 - 3) Francja i Polska w przestrzeni wieków, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50 (zagr. 6 fr.).
 - 4) Znaczek polski z białym orłem, 3 fr. z przesyłką; zagranicą, 3 fr. 50;
 - 5) Szpilka z orzełkiem, 2 fr. 50 z przesyłką; zagranicą, 3 fr.
 - 6) Odkrytki narodowe polskie, różne, tuzin, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 25.
 - 7) La France pour la Pologne (ankieta) 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
 - 8) La Petite Encyclopédie Polonaise, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50.
 - 9) La Pologne Immortelle, 3 fr. 50; z przesyłką, 4 fr.
 - 10) Nalepki z orzełkiem polskim dla propagandy, 1 fr. 50 tuzin; z przesyłką, 1 fr. 65.
 - 11) Podręcznik do nauki języka polskiego dla Francuzów, cena, 3 fr. 50; z przesyłką, 3 fr. 90; oprawy 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 40.
 - 12) Trzy Psalmi i Hejnał, poezje J. RUFFERA, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 15.
- W druku :
« Wiara i Ojczyzna », książka do nabożeństwa.

KRONIKA

Świadectwa polskości.

W chwili obecnej, zasadniczo, wszyscy rodacy nasi, zamieszkujący Francję uważani są za Polaków. Atoli byłych poddanych rosyjskich bardzo często władze francuskie uważają jeszcze za Rosjan w braku dowodu ich polskości. Dowodem, w tym wypadku zupełnie miarodajnym, jest świadectwo polskości wydawane przez Komitet Woloniarzów (3 bis, rue La Bruyère). Niech przeto ci z pośród rodaków naszych, których karta legitymacyjna opiewa, że są « Russes » postarają się natychmiast o świadectwo polskości, które wydawane jest przez Komitet bez żadnych trudności.

Debiut panny Wrońskiej w Operze Komicznej.

W przyszłym tygodniu wystąpi po raz pierwszy w Paryżu, w operze « Afrodyta », panna Alicja Wrońska-Januszkiewicz, prima-balerina piotrogrodzkiego baletu. Wysoce utalentowana rodaczka nasza została zaangażowana na bardzo korzystnych warunkach. Brat p. Wrońskiej, ś. p. kapitan Januszkiewicz poległ bohaterską śmiercią na francuskim froncie podczas ofensywy 16 kwietnia 1917.

Sprostowania.

W ostatnim numerze Polonii wydrukowano mylnie cenę albumu Malarstwa Polskiego, która wynosi 110 franków, a nie 100.

Zaś w rubryce « Ofiary », suma datków zebranych dla żołnierzy polskich wynosi 7.723 fr. 20 cts, a nie 4.723 fr. 20 cts, jak to mylnie wydrukowano.

W wyszczególnieniu datków z Beaulieu na ofiary wojny w Polsce opuszczono : « P. Skopińska, 7 fr. », co niniejszym prostujemy.

Przegląd Polski.

Przypominamy naszym prenumeratorom, że posiadamy jeszcze na składzie nieliczną ilość egzemplarzy ostatniego zeszytu (N° 5) Przeglądu Polskiego, czasopisma poświęconego polityce narodowej i wychodzącego we Fryburgu Szwajcarskim. Zeszyt ten, obejmujący 275 stron druku i traktujący w sposób jasny i dla każdego przystępny o ostatnich zmianach politycznych w sprawie polskiej w kraju oraz zagranicą, rozsyłamy prenumeratorom naszym bezpłatnie. Prosimy jedynie o nadesłanie 30 centymowej marki pocztowej na przesyłkę i opakowanie.

W sprawie jeńców i żołnierzy polskich.

Od polskich żołnierzy, a zwłaszcza od jeńców-Polaków we Włoszech, otrzymujemy codziennie masę listów z prośbą o przesyłanie im Polonii. Prośba ta jest całkiem zrozumiała. Rodacy nasi, zdala od kraju, tęsknią za słowem polskim i chcą przynajmniej z pism, w ojczystej mowie, dowiedzieć się co słychać w Polsce. W miarę możliwości czynimy zadość prośbom tym, ale czytelnicy nasi łatwo pojmą, iż jest rzeczą niemożliwą zadowolić wszystkich, a tymbardziej czynić to stale. Przeto polecamy dobrej woli czytelników naszych ową prośbę rodaków w wojsku i w

niewoli. Przypominamy, że polska część Polonii kosztuje rocznie 10 fr., półrocznie — 6 fr. a kwartalnie — 3 fr.

Jeńcom polskim we Włoszech polecić również możemy Jeńca-Polaka, wydawnego przez jeńców polskich we Francji. Adres : Jeńiec-Polak, bulletin des P. G. Polonais, LE PUY (Haute-Loire). Kosztuje 1 fr. 50 kwartalnie.

Dyskusje o wykształceniu technicznym w Polsce.

Staraniem Zarządu Stow. Techników Polaków we Francji odbędzie się szereg zebrań dyskusyjnych na temat : « Wykształcenie techniczne w Polsce ».

Pierwsze zebranie odbędzie się w środę d. 13 lutego o godz. 8 wieczorem, w lokalu Stowarzyszenia : 10, rue Notre-Dame-de-Lorette (Nord-Sud : N.-D.-de-Lorette); zagał inżynier Józef Lipkowski.

Następne zebrania dyskusyjne odbywać się będą w 2-gą i 4-tą środę każdego miesiąca. Goście będą mile widziani. Wstęp wolny.

COURS DE COUPE-MODES-CORSETS

Pour soi-même ou pour s'assurer une situation avec diplôme.

ACADÉMIE DAYDOU

12, rue Lafayette, Paris.

WODA MINERALNA FRANCUSKA

VITTEL
GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na :
ARTRETYZM — SKLEROZE
REUMATYZM — PODAGRE

Potrzebna na półdnia panna-treblówka lub służąca. Zgł. u p. Ziemińskiej, 7, rue Lalo.

MANUFACTURE DE CASQUETTES

et

CHAPEAUX PIQUÉS

en tous genres

SPALTER

10, rue de Thorigny, 10. — Paris

Szycia, zarządu domem lub innego zajęcia poszukuje M^{lle} Vogt, 6, rue Henri-Poincaré.

RESTAURACJA POLSKA

11 bis, rue des Carmes,
na rogu 39, rue des Ecoles (około Sorbony).

Przyjmuje zamówienia na śniadania i obiady polskie w osobnym salonie. Wszelkie zamówienia w zakres sztuki kuchennej wchodzące wykonywuje na miejscu lub dostarcza do domów.

A. MACIEJEWSKI

były kuchmistrz pierwszorządnych hotelów
w Warszawie i w Paryżu.

Codzienny i Niedzielnny

« KURYER POLSKI »

w Milwaukee, Wis., Ameryka.

Najstarszy i najpopularniejszy polski dziennik w Ameryce.

« Codzienny » kosztuje w Europie 20 fr. na rok. Niedzielnny « Kuryer » — 10 fr. na rok. Codzienny i Niedzielnny razem 25 fr. na rok.

Udziela czytelnikom w Europie wszelkich informacji o Polakach zamieszkających w Ameryce, jak i o stosunkach amerykańskich.

Adresować : « Kuryer Polski », Box 68, Milwaukee, Wis., U. S. America.



MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES

39, rue de Moscou, 39

Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE : PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERIE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL, 90-10

MADRYD, 17, Calle Caracas

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 43, rue d'Hauteville, — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

**WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —**

(Właściciel : Edm. DENIZOT)

polecają :

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,

OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: **E. DENIZOT**

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e. 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom. 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.